



HAL
open science

L'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito : vers la formalisation d'un " droit à la ville " ?

Kelly Redouté

► To cite this version:

Kelly Redouté. L'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito : vers la formalisation d'un " droit à la ville " ? : Étude du cadre discursif, normatif et des pratiques locales. Territoire en mouvement. Revue de Géographie et d'Aménagement, 2024. hal-04617820

HAL Id: hal-04617820

<https://hal.science/hal-04617820>

Submitted on 19 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

L'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito : vers la formalisation d'un « droit à la ville » ? Étude du cadre discursif, normatif et des pratiques locales

The Institutionalization of Urban Agriculture in Quito: Towards the Formalization of a "Right to the City"? Study of the Discursive, Normative Framework, and Local Practices

Kelly Redouté



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/tem/11475>

ISSN : 1950-5698

Éditeur

Université de Lille

Référence électronique

Kelly Redouté, « L'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito : vers la formalisation d'un « droit à la ville » ? Étude du cadre discursif, normatif et des pratiques locales », *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement* [En ligne], Articles, mis en ligne le 19 juin 2024, consulté le 19 juin 2024. URL : <http://journals.openedition.org/tem/11475>

Ce document a été généré automatiquement le 19 juin 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

L'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito : vers la formalisation d'un « droit à la ville » ? Étude du cadre discursif, normatif et des pratiques locales

The Institutionalization of Urban Agriculture in Quito: Towards the Formalization of a "Right to the City"? Study of the Discursive, Normative Framework, and Local Practices

Kelly Redouté

Je remercie vivement les deux évaluateurs anonymes pour leurs précieux commentaires et suggestions qui ont permis d'enrichir substantiellement cet article.

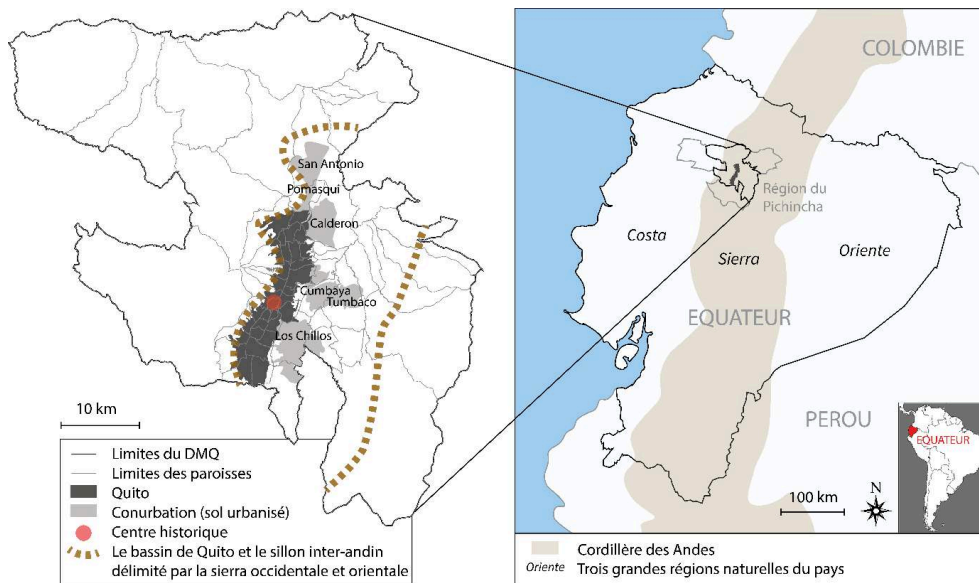
Introduction

- 1 Depuis les années 1990, l'Amérique latine a vu émerger des mouvements paysans qui ont ramené les questions environnementales et alimentaires au centre des débats politiques, en particulier dans les pays andins (Altieri et Toledo, 2010 ; Toledo, 2012 ; McKay, Nehring et Walsh-Dilley, 2014 ; Gutiérrez, 2011). Les regroupements de paysans et le développement de canaux de commercialisation des produits agroécologiques privilégiant les circuits courts ont affecté en retour les pratiques urbaines, contribuant à redéfinir les rapports ville-campagne (Girard et Rebaï, 2020). Dans les centres urbains, la demande en produits frais, sains et locaux n'a cessé de croître (Vasco *et al.*, 2018).
- 2 En parallèle, les villes font face aux défis de l'urbanisation rapide et incontrôlée, notamment l'afflux de migrants ruraux. L'inclusion, la participation et la durabilité émergent comme de nouvelles lignes directrices des politiques urbaines, alignées sur les orientations promues par les organisations internationales. L'action publique se

réclame comme étant moins hiérarchique et plus horizontale, en intégrant les acteurs de la société civile, notamment les habitant·e·s des quartiers précaires, dans le cadre d'une « gouvernance interactive » (Córdova et Menoscal, 2021).

- 3 Pour répondre à ces défis, les villes de la région latino-américaine explorent de plus en plus le potentiel de l'agriculture urbaine¹. De Mexico à Rosario, en passant par Medellín, Lima, La Paz ou encore São Paulo, des initiatives de promotion de l'agriculture urbaine voient le jour, portées par les gouvernements locaux en collaboration avec des institutions académiques et des organisations internationales telles que le Centre de recherches pour le développement international canadien (CRDI), la FAO et le Programme de gestion urbaine pour l'Amérique latine et les Caraïbes (PGU-ALC) (Saavedra Peláez, 2015 ; Brand et Muñoz, 2017 ; Cruz, 2016 ; Van Kemenade, 2018 ; FAO, 2014 ; Dubbeling *et al.*, 2017 ; Lattuca, Terrile et Sadagorsky, 2014).
- 4 En Équateur, les mobilisations autochtones et paysannes, ainsi que la précarité dans les zones urbaines, ont largement participé au renouvellement des débats politiques autour du « *buen vivir* » et de la souveraineté alimentaire (Giunta, 2018). C'est dans ce contexte que des villes de tailles variables se sont intéressées à l'agriculture en milieu urbain (Cruz, 2016 ; Rebaï, 2012), notamment la capitale, Quito (Jácome-Polit *et al.*, 2019 ; Vasco *et al.*, 2018). En 2000, celle-ci accueille le congrès « Agriculture dans les villes du XXI^e siècle » organisé par le PGU-ALC, qui aboutit à la Déclaration de Quito pour la promotion de l'agriculture urbaine en Amérique latine. En 2002, la municipalité crée le Programme d'agriculture urbaine participative (Agrupar). En 2005, cette initiative est transférée à l'Agence métropolitaine de promotion économique, ConQuito², un organisme privé à but non lucratif fondé deux ans plus tôt, dans le but d'exécuter des projets productifs en partenariat public-privé. La municipalité de Quito est son principal partenaire.
- 5 Depuis sa création, le programme Agrupar a connu une croissance continue. En 2017, il comptait 1125 potagers inscrits, contre 264 en 2009. 70,5% étaient des initiatives familiales, tandis que les 29,5% restants relevaient de projets collectifs portés par des institutions éducatives, médicales, ou par des groupes de résident·e·s d'un même quartier. En 2023, 4500 agriculteur·rice·s ont bénéficié du programme, pour un total de 2300 potagers, principalement localisés dans les zones urbaines et périurbaines de la capitale, mais aussi de manière plus sporadique, dans les zones rurales du District métropolitain de Quito³ (DMQ).

Carte 1 : présentation générale de la zone d'étude



Réalisation : K. Redouté, 2023.

- 6 En l'espace d'une décennie, Agrupar est devenu un emblème des politiques urbaines de Quito. Présenté comme le « huitième pilier » de la transition vers la « ville durable » (MDMQ, 2016 : 90), il contribue à la renommée internationale de la capitale équatorienne⁴. Dans sa stratégie de communication, Agrupar met en avant sa contribution au système alimentaire urbain (Jácome-Polit *et al.*, 2019), mais également son rôle dans « la récupération des connaissances ancestrales, des savoirs, des coutumes et des cultures traditionnelles andines, tout en revalorisant l'ÊTRE agriculteur » (ConQuito, 2016, TdA : 29). Le programme reconnaît en filigrane l'enjeu de formaliser et de légitimer une activité constitutive de Quito, et encore très présente dans les quartiers issus de l'urbanisation informelle, tandis que les populations précaires sont souvent tenues pour responsables de la vulnérabilité de la ville, en raison de leur intervention sur la nature pour assurer leur subsistance, en pratiquant par exemple le maraîchage (Rode et Sierra, 2008 ; Gómez et Cuvi, 2016). C'est ici que l'épithète « participatif » du programme Agrupar est susceptible de prendre tout son sens, telle une invitation à l'égard des individus historiquement marginalisés à prendre part à la gouvernance urbaine⁵.
- 7 Au-delà des discours et des intentions affichées, qu'en est-il dans les faits ? Quelle place le programme Agrupar accorde-t-il à l'agriculture dans la ville ? Quelle activité agricole est institutionnalisée par rapport à celle pratiquée antérieurement ? L'intégration de l'agriculture aux politiques urbaines favorise-t-elle véritablement l'intégration et la participation des agriculteur·rices à la gouvernance urbaine, concrétisant ainsi un « droit à la ville » ? Pour répondre à ces questions, il est ainsi nécessaire d'explorer l'impact d'Agrupar sur les relations entre les pratiques agricoles, les agriculteur·rices, les quartiers populaires producteurs et la ville centre.
- 8 Les rapports entre Quito et son agriculture se distinguent des situations observées dans d'autres villes latino-américaines. À Buenos Aires, en Argentine, l'agriculture dite « urbaine » fait référence aux territoires maraîchers localisés en périphérie de la ville (Le Gall, 2015). À Santiago du Chili, ainsi qu'à Lima, au Pérou, l'agriculture intra-

urbaine, contrairement à celle périurbaine, s'inscrit dans une dynamique de verdissement urbain semblable à ceux décrits dans plusieurs pays du Nord (Faliès, 2015 ; Leloup, 2015). Au contraire, à Quito, la singularité du contexte géomorphologique⁶, conjugué à l'ampleur du développement urbain informel depuis les années 1980, a induit une transition de l'agriculture périurbaine informelle, initialement pratiquée dans les périphéries précaires de la ville, vers des formes d'agriculture intra-urbaine, sur des surfaces modestes, à mesure que ces quartiers ont été intégrés à la trame urbaine. Bien que l'intérêt politique pour l'agriculture urbaine soit régional et que les grandes métropoles latino-américaines partagent des similitudes, elles se distinguent donc notablement en ce qui concerne l'agriculture (Faliès et Mesclier, 2015). L'étude de l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito s'avère pertinente au regard de cette particularité.

- 9 La première partie de l'article fixe le cadre de l'analyse, en abordant le contexte de l'émergence de l'agriculture à Quito, les enjeux de son institutionnalisation, le positionnement théorique et la méthodologie de l'étude. Dans la deuxième partie, l'examen critique du programme Agrupar comme cadre discursif et normatif met en lumière des apports certains, mais aussi ses limites, attribuables à une conception sectorielle de l'activité et de ses interactions avec le reste de la ville. Enfin, la dernière partie recentre l'analyse sur les pratiques locales. À travers l'étude de trois potagers collectifs implantés dans des quartiers érigés depuis les années 1980, j'argumente qu'Agrupar, en favorisant la création de collectifs d'agriculteur·rice·s, peut être levier de droit à la ville, sous condition d'émancipation de ces collectifs des intermédiaires avec les politiques publiques. Il s'agit ainsi plus de l'expression d'un « droit à la ville de fait », qui opère au sein du programme, que d'une politique du droit à la ville.

1. Étudier l'institutionnalisation d'une activité longtemps invisibilisée et stigmatisée

- 10 Afin de comprendre les enjeux politiques et sociaux de l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito, il est nécessaire de revenir sur les spécificités du maraîchage urbain et ses relations historiques avec la capitale équatorienne, avant la création d'Agrupar. Je présente ensuite le cadre théorique, structuré autour de la notion de « droit à la ville », avant de clore cette section par la méthodologie de l'étude.

1.1. Le contexte : croissance urbaine, ségrégation et maraîchage informel à Quito

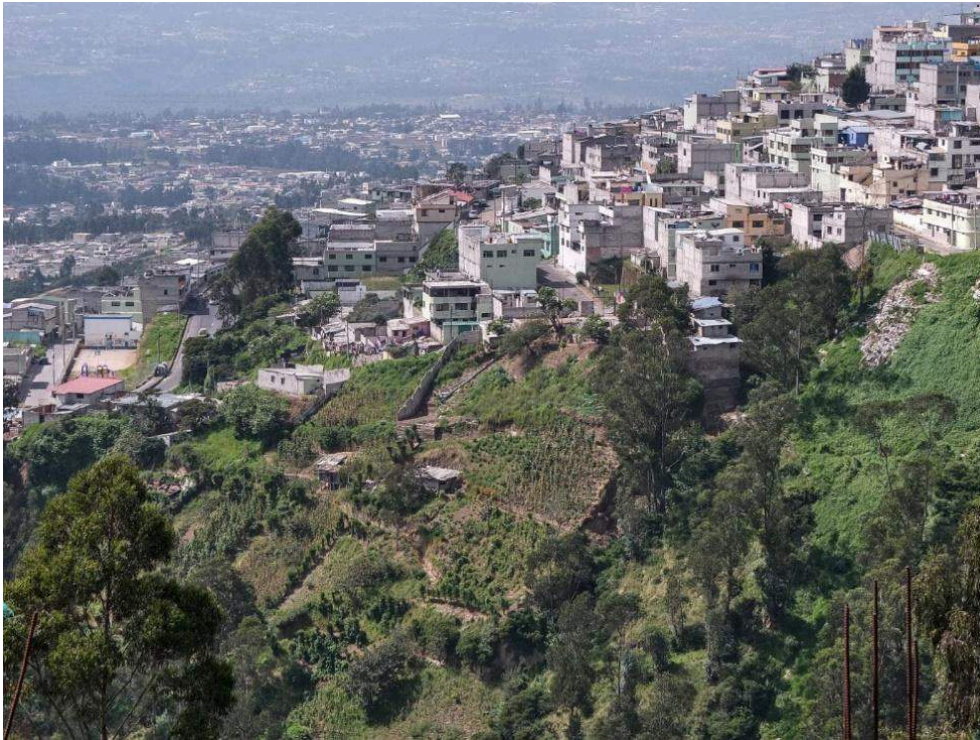
- 11 L'agriculture n'est pas une activité nouvelle à Quito. La culture des plantes potagères se pratiquait déjà dans les *patios* de la ville coloniale et dans la périphérie immédiate (Kingman, 2006 : 115 ; 122-123 ; 192). Au XIX^e siècle, les limites de l'espace urbain étaient imprécises, comme en témoigne l'existence de propriétés agricoles au sein des paroisses urbaines⁷ (*ibid.* : 131-132). De petites superficies étaient par ailleurs cultivées par les travailleurs urbains, qui entretenaient des relations étroites avec les campagnes⁸ (*ibid.* : 249-250).
- 12 Au cours de la première moitié du XX^e siècle, la croissance démographique, conjuguée à la consolidation de l'État, ont entraîné une modernisation et une restructuration

profonde de la ville. En 1942, le Plan Odriozola posait les bases de la ville moderne, d'inspiration européenne, organisée selon un modèle de ségrégation fonctionnelle et sociale, qui distinguait le centre historique, le nord aisé et le sud ouvrier. Avec ses élégantes habitations, ses commerces formels et ses vastes parcs, le nord incarnait la ville moderne (Naranjo, 1999). Inspirés des cités-jardins d'Ebenzer Howard, les nouveaux quartiers du nord érigeaient les jardins d'ornement au rang « [d']élément qui donne un statut au logement, en confrontation aux potagers qui faisaient partie de beaucoup de maisons traditionnelles, dans le centre comme dans les environs de la ville » (Santillán, 2015 : 100, TdA). Progressivement, « Un ouvrier, au même titre qu'un employé public, devait avoir un jardin, même si ce n'était qu'un petit espace, mais quelque chose de distinct des zones de cultures qui existaient toujours dans la périphérie, au sein de la population urbaine, mais d'origine paysanne » (Kingman, 2006 : 332, TdA).

- 13 À partir de 1960, Quito poursuit sa croissance en direction du nord. En vingt ans, l'espace urbain se multiplie par cinq et sa structure se complexifie (Carrión et Erazo, 2012 : 516). Les années 1980-1990 marquent une accélération de l'urbanisation informelle amorcée une décennie plus tôt, avec l'afflux de migrants ruraux. Ces derniers investissent spontanément la terre ou achètent des lopins sur le marché informel, au sud, sur les versants boisés de l'ouest et de l'est, ainsi qu'au nord, par-delà les quartiers aisés (Córdova et Menoscal, 2021 ; Gómez et Cuvi, 2016). À la fin du siècle, l'urbanisation s'étend aux bourgs périphériques du nord, de l'est et du sud-est, en direction des vallées de Tumbaco et de Los Chillos, où la pression foncière est moindre. Les promoteurs immobiliers y construisent des complexes résidentiels fermés à destination des classes moyennes et aisées, fragmentant un peu plus l'espace urbain (Unda *et al.*, 2023).
- 14 Ces processus ont engendré une forte ségrégation sociale qui oppose la « ville formelle » aux quartiers informels (Carrión et Erazo, 2012). Dans ces derniers, l'absence de régulation de l'exploitation des ressources naturelles et de l'aménagement des terrains accroît leur vulnérabilité⁹ (Carrión et Erazo, 2012). Ces pratiques sont associées à des « visions et attitudes [...] envers la nature [qui] ont souvent des origines plus proches du monde rural » (Gómez et Cuvi, 2016, TdA), conduisant à leur stigmatisation (Rode et Sierra, 2008). Ces quartiers ne sont « ni exposés ni promus, et autant que possible, restent cachés » (De Mattos, 2006 : 68 cité par Córdova et Menoscal, 2021, TdA). L'agriculture urbaine et les enjeux de son institutionnalisation doivent être appréhendés dans ces rapports entre la ville centre et les quartiers informels, les pratiques agricoles et les agriculteur·rice·s.
- 15 À partir des années 2000, et particulièrement depuis 2010, la consolidation et la densification de l'espace urbain, avec la politique de régularisation des quartiers informels, ont contribué au recul des espaces non-urbanisés, alors investis par les agriculteur·rice·s urbain.e.s. La pression croissante n'élimine pas pour autant l'agriculture, qui se transforme. Les agriculteur·rice·s cultivent de plus petits espaces, des arrière-cours, ainsi que des espaces résiduels, tels que des friches et des ravins, nombreux à Quito. L'existence de ces espaces a contribué au maintien de l'agriculture familiale dans les quartiers précaires de la ville (photo 1).

Photo 1 : des ravins cultivés dans le quartier de Comité del pueblo, au nord-est de Quito

On observe ici les deux principaux usages des pentes trop abruptes pour être construites : la mise en culture (à gauche), ainsi que le dépôt illégal de déchets (à droite).

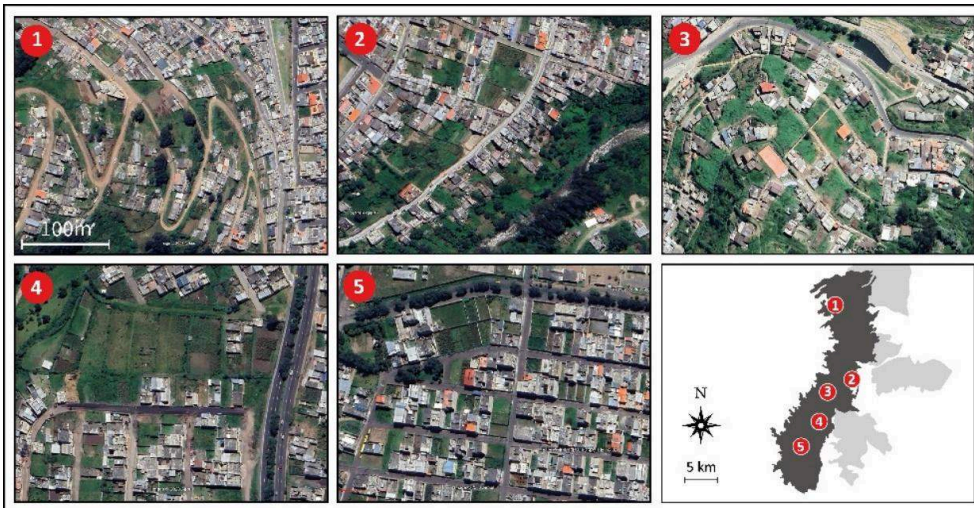


Crédit : K. Redouté, 2017.

- 16 Aujourd'hui l'agriculture se distingue dans le paysage d'une grande partie de l'aire urbaine, dans des proportions variables, à l'exception du centre historique et du centre nord. Ces paysages agri-urbains prennent différentes formes selon le degré de pression urbaine. On retrouve notamment des potagers sur les pentes du volcan Pinchincha, à l'ouest, dans des ravins de torrent au cœur de la ville, mais aussi dans les quartiers ouvriers du sud. Les potagers peuvent alors être accolés aux foyers ou constituer des petites enclaves agricoles (planche-vignettes 1).

Planche-vignettes 1 : vues satellitaires des paysages agri-urbains de Quito en 2023

La première vignette montre la mise en culture dans un quartier informellement établi sur la pente du volcan Pichincha, frontière naturelle de la ville. Sur la deuxième, on discerne des potagers aux abords d'un ravin torrentiel qui sépare les quartiers de La Vicentina et Las Orquideas. La troisième correspond à la colline du Panecillo, quartier précaire, situé au sud du centre-ville. Enfin, les quatrième et cinquième vignettes montrent l'existence de terrains agricoles dans l'espace urbain consolidé, disséminés ou regroupés dans de petites zones.



Réalisation : K. Redouté, 2023. Photographies : GoogleEarth, Airbus, 2023.

- 17 En évoluant en dehors des cadres de la planification urbaine, prenant part à l'autoconsommation et à l'économie informelle, l'agriculture urbaine a constitué une stratégie reproductive des ménages les plus modestes dans la ville, autant qu'un moyen d'appropriation et de production des vastes périphéries du centre-ville, à l'écart des représentations dominantes de la ville. C'est dans ce contexte que les effets de l'institutionnalisation de l'activité interrogent.

1.2. L'intégration de l'agriculture aux politiques urbaines au prisme du « droit à la ville » : une approche originale explorant le cadre discursif et normatif, ainsi que les pratiques locales

- 18 Les sciences sociales ont abondamment étudié l'agriculture urbaine dans les métropoles des pays des suds. Certain-es auteur-rices ont montré que l'agriculture occupe une place centrale dans les stratégies de survie des ménages précaires (Olahan, 2010). D'autres, se sont interrogé-es sur les stratégies individuelles et collectives à l'origine de son maintien dans un environnement urbain a priori défavorable, mettant en lumière le rôle des agriculteur-rices dans la production des territoires urbains (Robineau, Tichit et Maillard, 2014). L'agriculture comme mode de production populaire de l'espace dans les métropoles des suds a souvent mené les chercheur-euses à mobiliser le « droit à la ville » (Fautras, 2016 ; Lozivit, 2019 ; Shillington, 2013).
- 19 Théorisé en 1968 par Henri Lefebvre, ce concept analytique s'érigeait comme une critique radicale de l'urbanisme fonctionnaliste, de la fragmentation et de la ségrégation des villes, mais aussi de l'exclusion des classes populaires de la production de la ville, face à l'homogénéisation des modes de vie. Selon l'auteur, le « droit à la ville » se décline de deux manières : le « droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) » et le « droit à l'œuvre (à l'activité participante) » (Lefebvre, 2009 [1968] : 125). Il ne s'agit donc pas d'un droit à accéder à la propriété privée, dans des situations d'informalité marquées par l'insécurité foncière par exemple, mais d'un droit à vivre et à produire la ville, à la croisée de l'intégration et de la participation (Mitchell, 2003 : 34).
- 20 Ce concept a dans un premier temps surtout été mobilisé lorsque la pratique agricole affichait un caractère contestataire contre les structures en place (Fautras, 2016). Mais

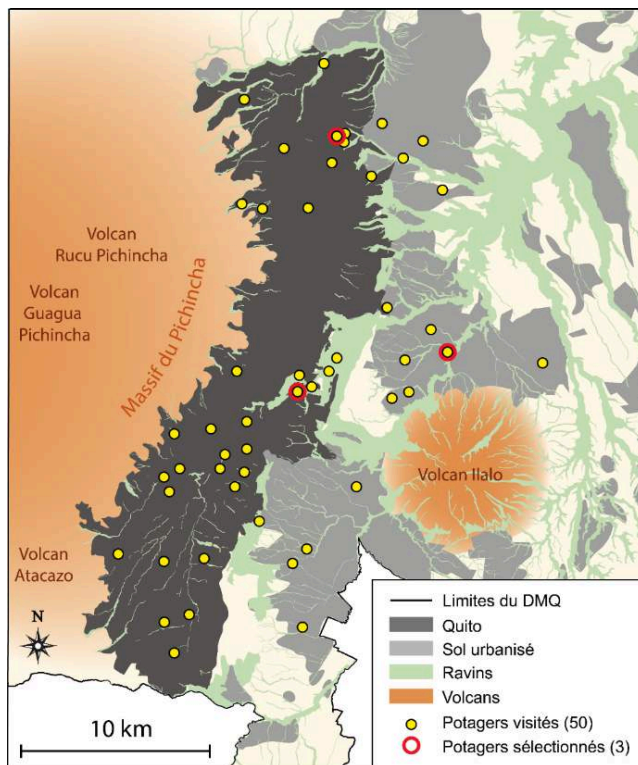
depuis quelques années, des travaux se sont intéressés au « droit à la ville de fait », en référence aux pratiques sociales et spatiales des populations marginalisées, depuis les interstices territoriaux et institutionnels, en particulier dans les villes latino-américaines (Morange et Spire, 2017 ; Faret *et al.*, 2019 ; Quentin et Michel, 2018). L'agriculture apparaît comme un moyen et une expression de ce « droit à la ville de fait » (Lozivit, 2019 ; Shillington, 2013).

- 21 Même si elle s'opère en dehors des politiques locales, l'agriculture procure à ses pratiquant·es une expérience urbaine, qui peut être considérée comme « le succès d'une intégration à la ville » (Calas, 1995). La présence du maraîchage en milieu urbain met donc en lumière la pluralité des modes de vie et de construction des identités en ville, ce qu'Isabelle Berry-Chikhaoui appelle la « cidadinité » (2009). La prise en compte de l'agriculture urbaine par les pouvoirs publics n'est pas un enjeu exclusivement alimentaire, environnemental et économique : il est aussi sociopolitique et spatial.
- 22 Dans cet article, je propose un usage renouvelé du droit à la ville comme outil d'évaluation d'une politique urbaine. Si la pratique agricole informelle à Quito peut être considérée comme une manifestation de la diversité citadine et une manière de participer à la ville depuis les quartiers populaires, en écho au « droit à la ville de fait », la mise en place d'un programme de promotion de l'agriculture urbaine crée-t-elle un cadre propice à la formalisation de ce droit dans le cadre des politiques publiques ? Cette question conduit à explorer, d'une part, les conditions d'intégration des agriculteur·rice·s accompagné·es par Agrupar dans l'espace urbain, et d'autre part, leur participation réelle à la fabrique de la ville, c'est-à-dire leur prise en compte, mais aussi à leur capacité d'action, ou non, dans les processus décisionnels liés à la gouvernance urbaine.

1.3. Matériel et méthodes

- 23 Les résultats présentés dans cet article sont le fruit d'une enquête de terrain menée en 2017 au sein du programme Agrupar (Redouté, 2017). Cette étude repose sur plusieurs méthodes d'enquête ciblant, d'un côté, le programme et l'activité agricole, et de l'autre, les agriculteur·rice·s qui y participent.
- 24 La première phase de l'enquête s'est déroulée à l'échelle métropolitaine. Une série d'entretiens directifs¹⁰ ont été menés avec des acteur·rice·s institutionnel.le.s, notamment la responsable du programme Agrupar et le directeur du développement urbanistique de Quito. Ils ont été enrichis par des observations directes du programme lors des déplacements quotidiens des agronomes. Au cours de cette étape, j'ai visité 50 potagers familiaux et collectifs inscrits ou sur le point de s'inscrire à Agrupar, dans l'ensemble de l'aire urbaine (carte 2). L'administration de questionnaires aux responsables des potagers a eu pour objectif d'identifier les différentes formes d'agricultures urbaines qui composent le programme, dans des espaces hétérogènes du point de vue de la densité et du relief, de caractériser le profil socio-économique des participants ainsi que leur ancienneté dans l'activité. En outre, la tenue d'un carnet de terrain a facilité la collecte d'informations diverses sur les potagers, notamment leur localisation par rapport aux habitations et aux versants, l'aménagement de la parcelle, les espèces cultivées, etc.

Carte 2 : localisation des cinquante potagers visités



Réalisation : K. Redouté, 2024.

- 25 La deuxième phase de l'enquête a porté sur trois potagers collectifs situés dans différents quartiers populaires. Bien que les potagers familiaux et collectifs contribuent à la production de la ville, la deuxième catégorie est particulièrement intéressante à étudier, dans la mesure où le droit à la ville est « collectif plus qu'individuel, puisque pour changer la ville, il faut nécessairement exercer un pouvoir collectif sur le processus d'urbanisation » (Harvey, 2011 : 8). Dans la continuité des travaux sur le rôle des collectifs d'agriculteur·rice·s dans les trajectoires de développement des territoires ruraux (Raimbert et Rebaï, 2017), mais aussi sur l'aménagement des quartiers (Robineau, Tichit et Maillard, 2014), je pars du postulat que les groupes sont plus à même d'accéder au droit à la ville. Le choix d'étudier trois potagers de quartiers ne prétend pas représenter l'ensemble des initiatives communautaires. Il vise plutôt à analyser les processus, à identifier les similitudes et les divergences, en relation avec les contextes urbains dans lesquels ils émergent.
- 26 À partir de 18 entretiens semi-directifs avec les agriculteurs et surtout, les agricultrices, très majoritaires dans les trois cas, l'objectif était de retracer le récit de la création de ces potagers, de la consolidation des collectifs d'habitant·e·s et les trajectoires individuelles, en amont puis au sein d'Agrupar. Il s'agissait également d'explorer les pratiques quotidiennes autour des potagers, leur place dans les espaces vécus et les représentations qui y sont associées. Les résultats seront présentés conformément à ces deux temps d'enquête, objets et échelles d'analyse.

2. La prise en compte et l'accompagnement de l'agriculture urbaine à Quito : importance et limites du programme Agrupar

27 Je m'intéresse d'abord aux critères de légitimation de l'agriculture en milieu urbain, conformément aux représentations de la ville moderne, puis aux rapports envisagés entre le centre-ville et sa périphérie cultivatrice. Enfin, je mets en évidence les lacunes de coordination entre ConQuito et la municipalité de Quito, qui reste un obstacle à la pérennisation de l'agriculture urbaine.

2.1. Transformer les pratiques pour construire l'acceptabilité de l'agriculture dans l'écosystème urbain

28 Dans la section précédente, j'ai montré que l'agriculture urbaine est une pratique ancienne à Quito, caractéristique des quartiers issus de l'urbanisation informelle. Agrupar a pris acte de cette situation et accompagne, depuis sa création, les populations modestes à précaires pratiquant généralement l'agriculture sur de petites surfaces¹¹ (Vasco *et al.*, 2018). Les résultats du premier temps de l'enquête, auprès des 50 agriculteur·rice·s du programme, confirme la préexistence du rapport des participant·e·s à l'agriculture : 75% la pratiquaient déjà avant Agrupar, et les 25% restant se définissaient comme des néo-agriculteur·rice·s. Ces deux catégories ne sauraient toutefois être considérées comme révélatrices d'une distinction entre les individus issus de l'exode rural et les urbains sur plusieurs générations. Qu'ils ou elles soient né·e·s en ville ou à la campagne, les agriculteur·rice·s de longue date ont exprimé perpétuer une pratique enseignée au sein de la sphère familiale. De même, les parents des novices étaient généralement eux-mêmes des agriculteur·rice·s, sans transmettre les savoirs à leurs descendant·e·s. Par le maraîchage, nombre de ces néo-agriculteur·rice·s considèrent ainsi renouer avec un patrimoine familial.

29 ConQuito n'administre pas directement les potagers, mais propose un soutien technique et matériel aux initiatives des habitant·e·s. Le programme dispense des formations gratuites en agriculture biologique et en gestion de microentreprises, puis un suivi mensuel des potagers par des ingénieur·e·s agronomes, qui fournissent les semences, tout en veillant à la bonne application des techniques enseignées. Chaque agronome est assigné·e à une zone géographique, où il/elle réside souvent. La connaissance fine de ces quartiers et de leurs caractéristiques est un avantage certain pour promouvoir le programme et assurer la pérennité des initiatives. Cet accompagnement dépasse le seul soutien technique, pour établir une relation de confiance à long terme. Les agronomes sont les premier·e·s intermédiaires entre les agriculteur·rice·s d'Agrupar et ConQuito.

30 La diffusion de « bonnes pratiques » bouleverse les représentations, conduisant à la dévalorisation des savoirs et pratiques populaires antérieures. Ainsi, à la question « pratiquiez-vous l'agriculture avant le programme Agrupar ? », plusieurs enquêté·e·s, possédant déjà un potager, répondaient par la négative. Ils estimaient alors « ne pas savoir cultiver », que ce n'était pas « de la vraie agriculture », mais de simples « coutumes », allant même jusqu'à affirmer « j'ai appris à cultiver avec mes parents, mais nous le faisons mal, pas pour une bonne alimentation ».

- 31 Ces transformations ont entraîné une distanciation sociale et culturelle entre les potagers urbains et l'agriculture paysanne des régions périphériques, en particulier en ce qui concerne l'approvisionnement en semences et les échanges de savoirs. Les agriculteur-rices de longue date ont signalé réduire, voire abandonner, la culture des espèces traditionnellement produites dans les potagers, pour faire place à de nouvelles plantes potagères pourvues par Agrupar¹² (photos 2 à 5). Au cours d'une visite, un agriculteur mentionne, par exemple, cultiver du fenouil depuis quelques mois, mais n'en avoir jamais consommé. Il explique que cette culture est surtout destinée à la vente, sur les marchés mis en place par Agrupar – j'y reviendrai dans la section suivante – notamment à des acheteur-euse-s étranger-ère-s qui vivent dans les quartiers aisés du centre nord, illustrant ainsi leur adaptation à la demande.

Photos 2 et 3 : des potagers urbains avant leur intégration au programme Agrupar

Les photos ont été prises lors de visites d'inspection de potagers urbains, en compagnie des agronomes d'Agrupar, en vue de leur intégration au programme. On constate l'association de différentes cultures à la base de l'alimentation andine (maïs, pommes de terre, lupins...).



Crédits : K. Redouté, 2017.

Photos 4 et 5 : des potagers urbains accompagnés par Agrupar

Ci-dessous, deux exemples de potagers suivis par Agrupar. À gauche, une parcelle travaillée par plusieurs agriculteur-rice-s. À droite un petit potager individuel situé à côté du foyer de l'agricultrice, sur un terrain en pente.



Crédits : K. Redouté, 2017.

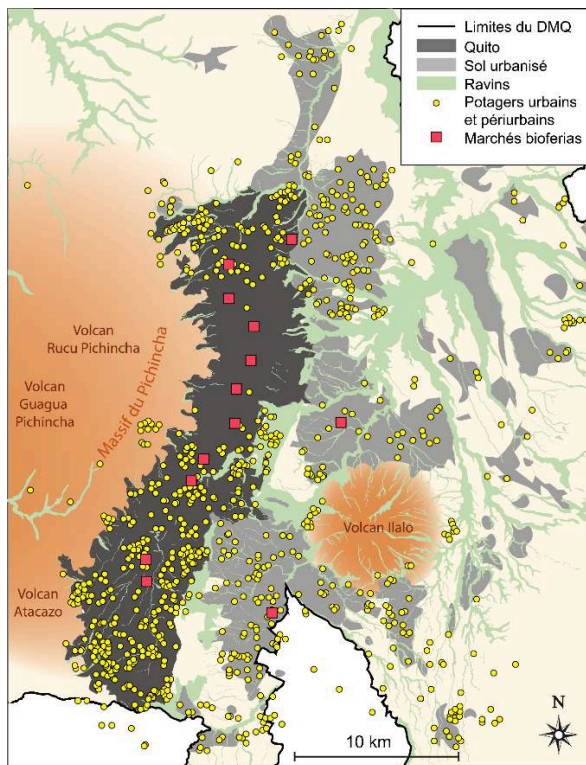
- 32 Ce phénomène s'inscrit dans une tendance plus large touchant l'agriculture familiale dans la région andine destinée à l'approvisionnement des centres urbains (Rebaï, 2012) et à l'exportation (Le Gall, 2009). Par conséquent, le programme Agrupar illustre l'influence de certaines politiques urbaines sur la transformation de l'écologie des foyers modestes et précaires, lorsque le potager est adossé à l'habitation (Shillington, 2013). Alors que des études ont montré le rôle des potagers, notamment familiaux, comme réserves de diversité bio-culturelle et de savoirs (Calvet, Garnatje et Parada, 2014 ; Rivera *et al.*, 2014), le potentiel de l'agriculture urbaine en matière de préservation de la culture alimentaire et de la biodiversité andine reste sous-exploité par Agrupar. C'est également le constat émis par Calderón et Portilla, dans leur étude sur l'agriculture urbaine à Cuenca, la troisième ville du pays (2020 : 199).
- 33 En Équateur, ces dernières années, la question de l'origine et la nature des semences en circulation a par ailleurs été au cœur des débats entre les responsables politiques, la communauté scientifique et les organisations paysannes et environnementales, dans un pays largement dépendant de leur importation (Bravo, 2017). Agrupar, s'estime limité par cette situation nationale et contraint de se tourner vers des semences importées :
- Il faudrait faire des efforts pour que le pays puisse produire des variétés locales. Il faudrait s'arranger avec ceux qui utilisent ces semences dans les villages [...]. Cela n'a pas été fait, et ça a été un facteur limitant pour nous. Il existe des initiatives locales de groupes de la société civile qui travaillent sur ce sujet depuis un certain temps [...], mais le problème serait la quantité générée, insuffisante pour l'ampleur d'un programme comme le nôtre. De plus, si cette initiative a une grande valeur, la qualité des semences doit être garantie (entretien avec la responsable d'Agrupar 31/05/2017).
- 34 La professionnalisation de l'agriculture urbaine impulsée par ConQuito transforme finalement les participants en agro-entrepreneurs. L'activité relevait auparavant de l'économie informelle ou du travail domestique, ce qui peut expliquer qu'en 2016, 84% des personnes accompagnées par Agrupar étaient des femmes (ConQuito, 2016 : 24). Ce résultat est cohérent avec la mission première de ConQuito, chargée de former à l'entrepreneuriat et promouvoir le développement économique en facilitant l'accès au marché¹³.
- 35 L'acceptabilité des potagers d'Agrupar en ville repose, en fin de compte, sur une « écologisation » et « urbanisation » des pratiques, en accord avec le discours municipal sur la « ville durable » et les nouvelles exigences du marché. La transformation de pratiques issues du monde paysan participe à l'émergence de nouvelles légitimités citadines, à l'aune d'un discours néolibéral qui insiste sur la responsabilité individuelle dans les domaines économique et environnemental. À l'instar de ce qui a été constaté à Medellín, le programme d'agriculture urbaine revendique sa filiation avec un passé rural idéalisé, qu'il transforme pourtant dans une très large mesure :
- La reconstruction des traditions permet l'insertion de leur passé culturel dans la vie urbaine moderne, et leur inclusion symbolique est réalisée en les présentant comme des exemples de responsabilité environnementale locale et mondiale. En fait, le fait constant de nommer les participants du programme "agriculteurs urbains" leur confère une identité autrement refusée aux habitants anonymes des quartiers marginalisés de la ville. (Brand et Muñoz, 2017, TdA).
- 36 On peut donc contester l'usage du terme « participatif » mis en avant par Agrupar, qui repose en réalité plus sur une logique de responsabilisation par la formation que sur une prise en compte des pratiques antérieures des agriculteur-riche-s, entraînant une

normalisation de l'activité et des potagers urbains. Ces éléments interrogent les relations entre les quartiers producteurs et le reste de la ville. C'est l'objet de la section suivante.

2.2. Une actualisation des fractures urbaines entre les périphéries cultivatrices et les quartiers aisés centraux demandeurs de produits biologiques

- 37 Comment les nouvelles fonctions de l'agriculture urbaine se traduisent-elles sur les rapports entre les quartiers producteurs et les centralités urbaines ? La spatialité du programme Agrupar apporte plusieurs éléments de compréhension (carte 3).
- 38 La distribution spatiale des jardins d'Agrupar reflète les différentes étapes de la croissance urbaine et donne à voir les espaces concernés par l'agriculture, institutionnalisée ou non. Elle met en évidence les disparités entre le nord et le sud, ainsi qu'entre le centre et sa périphérie. Les potagers sont principalement situés dans les quartiers industriels du sud, planifiés dans les années 1940, ainsi que dans les quartiers précaires périphériques urbanisés entre les années 1970 et 2000, à présent incorporés à l'aire urbaine. Le programme Agrupar est également ancré dans les vallées de l'est et du sud-est, dont l'urbanisation a débuté il y a vingt ans, ainsi que dans les franges périurbaines.
- 39 Les participant·es les plus assidu·es sont récompensé·es par l'obtention d'une certification reconnue par le Secrétariat technique du système national de qualifications professionnelles, leur permettant d'accéder aux canaux de commercialisation créés par le programme : les marchés des producteur·rices d'Agrupar, les *bioferias*. Ces sites de commercialisation se trouvent principalement dans les quartiers aisés du centre-nord, ainsi que dans quelques maisons de quartiers disséminées dans le reste de l'aire urbaine, en suivant l'axe central nord-sud.

Carte 3 : Le programme Agrupar dans l'espace urbain quiténien en 2020



Réalisation : K.Redouté, 2024, d'après les données de ConQuito (2020).

- 40 L'intégration des agriculteur·rice·s d'Agrupar dans le marché alimentaire urbain confère aux espaces périphériques une fonction nourricière à l'égard des quartiers aisés, qui consomment les produits biologiques, plus chers que ceux issus de l'agriculture conventionnelle ou informelle. Les client·e·s des *bioferias* présentent en effet un niveau d'éducation ainsi que des ressources économiques nettement supérieures à la moyenne de la population de la capitale (Vasco *et al.*, 2018). L'agriculture urbaine et les quartiers où elle est pratiquée sont envisagés dans leurs apports à la ville centre, tout en réactualisant les fractures socio-spatiales historiques.
- 41 Le succès d'Agrupar – avec 2300 potagers dans le DMQ en 2023 – donne à ConQuito les moyens de négocier la réglementation urbaine avec le gouvernement municipal. En 2011, l'agence a ainsi obtenu l'autorisation du petit élevage urbain, à condition qu'il soit pratiqué dans le cadre d'un projet de développement en partenariat avec l'autorité municipale, comme Agrupar. Toutefois, cette activité ne bénéficie toujours pas d'une véritable prise en compte dans les plans d'aménagement municipaux, révélant l'absence de remise en question des logiques de production de la ville.

2.3. Des lacunes de coordination entre les acteurs, un obstacle à la pérennisation de l'agriculture urbaine

- 42 Depuis 2005, Agrupar est piloté par ConQuito. D'un côté, ce transfert depuis la municipalité a permis de stabiliser le programme :
- Établir des partenariats public-privé avec l'académie, les entreprises, les chambres de commerce, et les agences de coopération est bien plus facile avec ConQuito. C'est bien plus simple avec une agence soutenue financièrement par la municipalité,

qu'avec la municipalité elle-même. La bureaucratie municipale retarde les processus, tandis que ConQuito est beaucoup plus agile pour créer ces partenariats et exécuter des projets (entretien avec la Responsable du programme Agrupar, 31/05/2017).

- 43 De plus, la permanence des membres de l'équipe technique de ConQuito, contrairement aux remaniements fréquents au sein des instances municipales, a participé à la pérennisation du programme.
- 44 D'un autre côté, du fait de la délégation du programme à ConQuito, la municipalité s'est mise en retrait. Ainsi, la responsable d'Agrupar reconnaît que « le gros problème [...] est que cette activité n'est pas reconnue dans le plan d'occupation des sols, et qu'elle n'est pas mentionnée en tant que tel », constituant un véritable frein pour la mise en culture des espaces vacants (entretien du 31/05/2017). Après deux décennies de promotion en matière d'agriculture urbaine, l'activité n'a toujours pas été intégrée aux politiques municipales pour faciliter l'accès à la terre et la mise en culture des espaces publics, résiduels ou vacants, contrairement à d'autres métropoles de la région, comme Rosario et Lima (Lattuca, Terrile et Sadagorsky, 2014 ; Van Kemenade, 2018).
- 45 Cela peut paraître étonnant, puisqu'en 2009, l'activité était encore présentée comme l'une des lignes directrices de l'aménagement de la capitale équatorienne, avant de disparaître des documents municipaux :
- Promouvoir l'agriculture urbaine et périurbaine en tant qu'activité économique participative contribuant à améliorer les conditions nutritionnelles d'une partie de la population urbaine, à exploiter des ressources inexploitées telles que les terrains vagues, les zones de réserve, les déchets organiques et la main-d'œuvre, avec des coûts minimaux d'aménagement, à régénérer la qualité de l'environnement urbain et périurbain en aidant à restaurer la ceinture verte de la ville, à récupérer les ravins et à renforcer le contrôle public de la spéculation foncière sur les terrains urbains vacants ou destinés à des équipements. (MDMQ, 2009 : 40, TdA).
- 46 Ce paradoxe peut être attribué à trois principales raisons. Tout d'abord, Quito reste confronté à une vaste tâche de régularisation des quartiers informels, reléguant la question des terrains non bâtis et de l'agriculture qui s'y pratique¹⁴. Ensuite, les caractéristiques de la capitale équatorienne rendent difficile la conciliation des réponses aux défis sociaux et environnementaux, entre impératifs d'aménagement, densification des quartiers et protection des espaces de nature qui s'y trouvent.
- 47 Enfin, pour être sérieusement prise en compte par la municipalité, l'agriculture urbaine doit démontrer sa contribution au projet métropolitain de la ville durable. L'enjeu – selon le Directeur du développement urbanistique du DMQ – réside dans la capacité à quantifier précisément « l'apport à la compensation des émissions de carbone » car, pour le gouvernement municipal, « s'il n'y a pas d'évaluation, ce n'est pas durable » (entretien du 21/06/2017). Autrement dit, les fonctions environnementales reconnues à l'agriculture urbaine à la fin des années 2000 comme outil de régulation de l'urbanisation, s'avèrent à présent insuffisantes pour lui accorder une véritable place dans l'aménagement de la ville.
- 48 Ces limites à la pérennisation de l'activité entraînent des difficultés persistantes d'accès à la terre, poussant certains participant·es à se replier un peu plus sur les espaces particulièrement vulnérables, comme les versants abrupts ou les bords de rivière, sans bénéficier d'un encadrement sur les modalités d'utilisation de ces sites. En outre, les nouveaux micro-entrepreneur·euse·s ne sont pas assuré·e·s en cas d'aléa majeur (photos 6 et 7).

Photos 6 et 7 : un potager emporté par la rivière dans le quartier de Quitumbe

Les potagers situés dans les ravins torrentiels sont particulièrement exposés aux glissements de terrain, comme en atteste l'effondrement de la parcelle d'une agricultrice au printemps 2017. En plus de la perte de la récolte, c'est le terrain qui a été amputé d'une large portion.



Crédits : K. Redouté, 2017.

- 49 En l'état, Agrupar s'en tient donc à une conception sectorielle de l'agriculture et de ses interactions au reste de la ville. Le programme ne s'accompagne pas d'une véritable remise en question des logiques de production de la ville ségrégative, il n'intègre pas les agriculteur-riche-s dans la prise de décision. Il actualise, au contraire, les fractures sociales et spatiales existantes. Si de plus en plus d'agriculteur-riche-s rejoignent le programme, ces limites montrent bien qu'on n'assiste pas à un processus d'agrarisation de Quito, c'est-à-dire une « emprise croissante de surfaces et de pratiques agricoles en ville » (Ernwein et Salomon-Cavin). Il n'est pas possible d'affirmer que la surface cultivée ait augmenté –la densification des quartiers laisse plutôt supposer l'inverse –, ni que l'agriculture ait une place plus affirmée dans le paysage urbain.
- 50 Si du point de vue de la régulation municipale Agrupar reste encore limité par rapport à d'autres programmes de la région, il repose toutefois sur les mêmes logiques de responsabilisation des agriculteur-riche-s des quartiers populaires pour en faire des « citoyens actifs » et entrepreneurs, contrairement aux « pauvres passifs », dans une logique d'intégration à la ville compétitive (Brand et Muñoz, 2017). Dès lors, « l'agriculture urbaine n'est-elle pas l'arbre qui cache la forêt, la politique qu'on met en avant pour dissimuler la misère des mesures prises en faveur de l'agriculture, mais aussi le peu d'importance qu'on accorde finalement à ces périphéries urbaines « populaires » dans lesquelles elle se développe ? » (Faliès et Mesclier, 2015).
- 51 Quito, comme Medellin, étudié par Brand et Muñoz (2007), illustrent certains des paradoxes des programmes d'agriculture urbaine, dans les Nord-s comme dans les Sud-s, en tant qu'activité à la fois radicale et néolibérale (McClintock, 2014). Or, l'agriculture urbaine a tout autant une valeur d'échange que d'usage. Elle n'est pas nécessairement une fin en soi et peut, au contraire, être appréhendée comme un outil (*ibid.*). Il apparaît par conséquent important de ne pas restreindre l'analyse au discours et au cadre normatif de l'activité, pour interroger la capacité d'action des agriculteur-riche-s au sein de ce cadre.

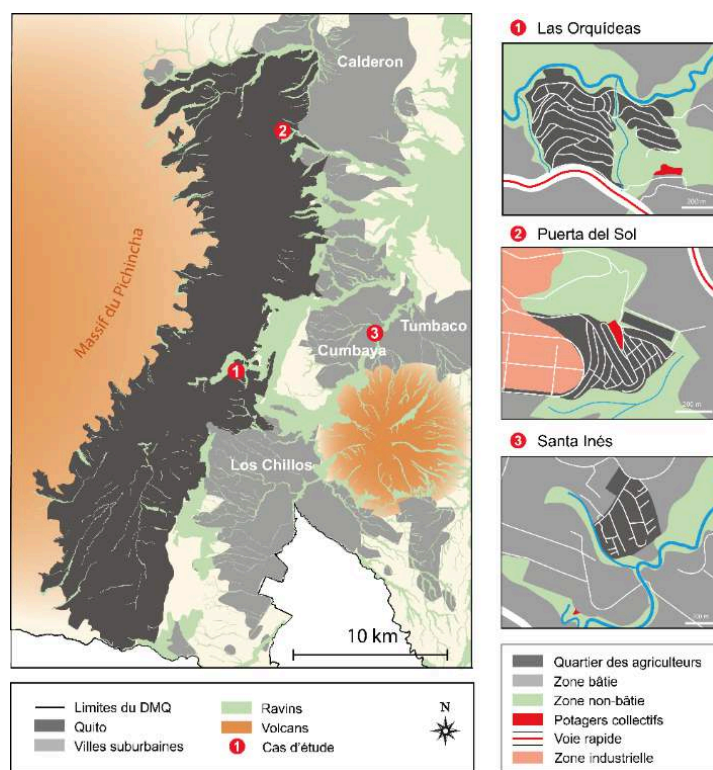
3. Agrupar, un catalyseur de l'action collective en faveur du « droit à la ville » ? Étude de trois expériences de potagers communautaires

52 Après avoir exposé les processus de formation des potagers collectifs en mettant en évidence les particularités des différents quartiers, j'interroge comment la constitution de collectifs favorise la visibilité et l'intégration des agriculteurs, et tout particulièrement des agricultrices, à la ville, ainsi que leur participation à la fabrique urbaine. Je m'intéresse enfin à l'inégale capacité d'action des agriculteur-riche-s en fonction des acteurs en présence.

3.1. La formation de potagers collectifs dans trois quartiers modestes

53 Les trois potagers collectifs retenus pour cette étude se situent dans différents quartiers de l'aire urbaine de Quito (carte 4). Ces quartiers se sont urbanisés avec l'exode rural, en partie sur des ravins, sans régulation systématique de l'usage du sol, les rendant relativement vulnérables face aux aléas climatiques. Leur localisation les distingue néanmoins dans leurs rapports au reste de la ville. Ce choix permet d'illustrer la diversité des contextes et des problématiques actuelles auxquelles ces quartiers font face, mais aussi les perceptions associées à l'agriculture dans ces espaces, sans les essentialiser.

Carte 4 : localisation des trois potagers de quartier étudiés



Réalisation : K. Redouté, 2024.

3.1.1. Le potager de Las Orquídeas, l'émergence d'un lieu de vie dans un quartier dortoir

- 54 Construit dans les années 1980 sur un versant situé au sud-est du centre-ville, Las Orquídeas est le premier des trois quartiers à avoir intégré l'aire urbaine. Il est aujourd'hui consolidé et relativement bien connecté au reste de la ville, avec un accès à la voie rapide Rumiñahui. Le quartier est aujourd'hui principalement résidentiel, disposant de peu de commerces et de lieux de sociabilité, ce qui lui confère un caractère de « quartier-dortoir » (Vallejo et Lara, 2022). On y trouve peu d'agriculture informelle.
- 55 Le potager collectif de Las Orquídeas, fondé en 2015, est né de la volonté de deux habitantes d'assainir un terrain d'environ 600m² dégradé par des années de dépôt de déchets. Après une occupation illégale, elles obtiennent de la municipalité l'autorisation de cultiver la parcelle, en vue d'intégrer le programme Agrupar. D'autres habitantes rejoignent ensuite l'initiative, créant une dynamique collective. « Avant, après le travail, je rentrais chez moi et j'y restais », « nous faisons des activités avec le groupe de religion [...], mais nous restions chez l'un d'entre-nous », « finalement, je ne connaissais pas les autres habitant·e·s¹⁵ du quartier », confient plusieurs des agricultrices enquêtées. La récolte du potager est partagée entre les participantes.
- 56 La création du potager collectif est la convergence de trois paramètres : un environnement dégradé, un quartier-dortoir avec peu de relations de voisinage, mais aussi les origines rurales des habitant·e·s, malgré l'abandon de l'activité agricole. Dans ce contexte, l'agriculture et les attaches aux racines rurales sont re-signifiées et idéalisées à la lumière des nouvelles préoccupations environnementales des citoyen·e·s.

3.1.2. À Puertas del Sol, l'agriculture urbaine érigée comme un pilier de l'identité du quartier

- 57 Le deuxième quartier, Puertas del Sol, est édifié dans le nord de Quito entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, avant d'entrer dans une phase de densification. Le quartier est relativement isolé, bordé d'un côté par la zone industrielle de la Cristiana et de l'autre par des ravins. Depuis sa fondation, les habitant·e·s se sont organisé·e·s collectivement pour élaborer des stratégies d'accès aux services de base, absents lors de leur installation :
- « Nous nous sommes regroupés parce que nous devons trouver comment vivre. Nous nous sommes dit : d'où pouvons-nous apporter de l'eau ? De la partie du haut [...] les usines, elles avaient tous les services basiques, alors clandestinement nous prenions de l'eau et nous la distribuions au quartier. [...] lorsque nous en prenions en haut [du quartier], en bas ils n'en avaient plus, et inversement. Nous devons communiquer [entre les habitant·e·s] et nous organiser. C'était pareil avec l'électricité [...], pour les égouts [...], nous n'avons pas tout eu comme ça. Ce sont les efforts que nous avons fait jour après jour » relate une agricultrice (entretien du 20/05/17).
- 58 Un autre élément vient renforcer la cohésion des habitant·e·s : leur origine commune des provinces du nord de Quito (Pichincha, Imbabura et Carchi), ce qui a favorisé l'importation des éléments culturels, tels que certaines fêtes et les danses folkloriques. En 2017, le paysage est encore caractéristique de l'informalité, entre auto-construction, allées en terre battue et agriculture informelle, très présente, même si elle tend à diminuer avec la densification.

- 59 De 2009 à 2012, le quartier est la cible d'un programme de développement financé par l'Union européenne (projet *Intregation* dans le cadre du programme URB-AL III). L'objectif est de dépolluer et reforester le site d'une ancienne décharge, asphaltier l'axe principal et aménager un complexe sportif, tout en favorisant la participation de la population dans l'élaboration et la mise en œuvre du projet (Córdova et Menoscal, 2021). C'est dans cette dynamique, qu'un collectif d'habitant·e·s décide de candidater à un appel à projets de « bonnes pratiques » lancé par la municipalité, en proposant la création d'un potager communautaire sur une parcelle inoccupée, adjacente à l'ancienne décharge.
- 60 La création du potager prend place dans un contexte où l'agriculture reste au centre de la vie locale. Son caractère collectif l'érige en symbole de l'identité du quartier « ce que nous voulons, c'est conserver l'identité du quartier. Tout autour, c'est la ville [...] ici, je me sens comme à la campagne » déclare une agricultrice. « C'est beau de voir un potager communautaire comme ça dans le quartier, ça nous correspond » ajoute un autre participant. Une partie de la production est distribuée entre les membres de l'initiative et une autre est vendue aux habitant·e·s du quartier.

3.1.3. À Cumbayá, une initiative privée au bénéfice des habitant·e·s de Santa Inés

- 61 Le quartier de Santa Inés a une histoire singulière. Ancien petit bourg rural formé dans les années 1960, il a été absorbé par Cumbayá, une paroisse périphérique gagnée par l'étalement urbain de Quito à partir des années 2000 (Naranjo, 2012). Cumbayá a constitué une zone privilégiée pour le développement immobilier, sous forme de quartiers fermés (*gated communities*) à destination des classes socio-économiques moyennes à très aisées, venant du centre nord de la capitale (Unda *et al.*, 2023). Les espaces cultivés autour de Santa Inés ont par conséquent considérablement diminué. Le quartier s'est urbanisé, en partie de manière informelle sur le ravin au sud-ouest, avec l'accroissement démographique, mais aussi avec l'arrivée de migrants ruraux. En outre, depuis une dizaine d'années, le développement des infrastructures et des équipements a conduit à un affaiblissement des travaux communautaires et des liens sociaux entre les habitant·e·s :
- À présent, chacun vit dans sa maison, les travaux communautaires se sont perdus, alors qu'ils étaient courants avant. Je pense que c'est parce que le quartier a tout maintenant : l'eau, l'électricité, le téléphone. Devant la nécessité, les gens s'unissent. Quand on a tout, chacun s'enferme dans sa maison (agricultrice de Santa Inés, 17/06/2017).
- 62 À 500 mètres de Santa Inés, se trouve la *Cervecería nacional*, la plus grande entreprise de production et de distribution de bières et de sodas du pays, dont la présence est menacée par le développement résidentiel. Afin de compenser les éventuelles externalités négatives causées par son site industriel, la société brassicole a mis en place une politique d'investissements considérables à proximité de ses installations. Elle finance l'aménagement d'une coulée verte, un vaste parc boisé et, en 2015, la création d'un potager au bénéfice des habitant·e·s de Santa Inés.
- 63 Cette initiative a pour objectif principal d'impulser une activité productive génératrice de revenus réguliers pour les agriculteur·rice·s. Lors d'un marché hebdomadaire organisé dans le potager, les produits agricoles sont vendus aux populations aisées des quartiers fermés environnants.

Photos 8 et 9 : les potagers de Las Orquídeas et de la *Cervecería nacional*

À gauche, une habitante de Santa Inés travaille dans le potager créé par la *Cervecería nacional*. À droite, une habitante de Las Orquídeas, dans le potager du quartier, aménagé à l'emplacement d'une ancienne décharge



Crédits : K. Redouté, 2017.

3.2. Constituer des collectifs d'agriculteur·rice·s pour exister dans la ville

- 64 Les trois initiatives ont mené à la constitution de collectifs d'agriculteur·rice·s qui se retrouvent une à plusieurs fois par semaine. Au gré des déplacements quotidiens, généralement à pied et en groupe, ces collectifs sont vus et reconnus dans leurs quartiers, mais aussi au-delà dans le cas de Santa Inés. À Las Orquídeas, c'est précisément cette visibilité dans l'espace qui a permis de recruter de nouvelles participantes :

Un jour je faisais mes courses au seul primeur du coin, j'ai rencontré une dame du groupe que je connaissais de loin. Je l'ai vu avec un chapeau, et je lui ai demandé d'où elle venait. Elle me dit qu'elle travaille sur une parcelle en haut et me raconte l'histoire. Je lui demande s'ils n'ont pas besoin de quelqu'un de disponible, car je suis libre, et elle me dit « bien sûr ! ». Je suis arrivée il y a un an, et c'est comme ça que j'ai connu tout le groupe (agricultrice de Las Orquídeas, 30/05/2017).

- 65 Dans le cas de Santa Inés, les agriculteur·rice·s empruntent la coulée verte partagée avec des promeneurs et des cyclistes des quartiers aisés : « les gens des alentours qui viennent se balader nous identifient comme ceux de Santa Inés ».
- 66 Cette visibilisation traduit plus largement une plus grande occupation de l'espace public, notamment par les femmes au foyer¹⁶. « Bien sûr que nous passons plus de temps en dehors de la maison ; ils [les maris] disent que nous vivons ici ! » s'amuse une agricultrice de Puertas del Sol. L'implication de ces mères de familles dans des collectifs de quartier a parfois été mal perçu au sein des ménages :

Nous sommes sorties de la maison, nous nous sommes disputées avec nos maris qui nous disaient « où vas-tu ? Que fais-tu de ton temps ? Combien ça te coûte ? Ça ne te rapporte rien ». Mais c'est plus précieux d'avoir un espace pour soi. Je suis femme au foyer depuis 26 ans. J'ai étudié et j'ai travaillé 12 ans, je me suis mariée à 34 ans. Une fois mariée, nous sommes arrivés à un accord avec mon mari. Il me disait « reste à la maison s'il te plaît [...] les enfants en ont besoin ». Je lui disais que non, mais [...] au final je lui ai dit « d'accord, je vais rester quelques années, et quand les enfants iront à l'école, je sortirai ». Mais c'était un mensonge, plus le temps passe et plus c'est difficile de trouver un travail (agricultrice de Las Orquídeas, 06/06/2017).

67 Le constat est le même à Santa Inés :

Avec mon mari, au début, on n'arrêtait pas de se disputer. Il disait « là-bas on ne te paye pas. Il n'y a que ceux qui ne savent pas quoi faire qui y vont ». [...] aujourd'hui, il m'aide à ramener l'herbe [du potager] aux cochons d'Inde [qu'elle élève chez elle]. [...] Ma fille [également agricultrice du potager] et son mari se disputaient eux aussi. Mais plus maintenant (agricultrice de Santa Inés, 17/06/2017).

68 Une agricultrice conclut

C'est un travail social, parce que les personnes ont cherché, en arrivant ici, à avoir leurs propres espaces, comme personnes, comme femmes, comme mères de famille... Elles se valorisent davantage. Elles commencent à se battre pour leurs espaces, prendre des décisions et à dire « j'ai le droit d'y aller et de travailler si c'est ce que je veux » (agricultrice de Puertas del Sol, 20/05/2017).

69 À l'image d'autres contextes, comme en banlieue parisienne (Gloesener et Luxembourg, 2019), à Quito la culture maraîchère au sein des potagers partagés émerge comme une contestation des rapports sociaux de genre qui influent sur l'intégration à l'espace urbain et les modalités de participation à sa production. Les récits recueillis donnent à voir cette modalité du droit à la ville au féminin, qui commence par une émancipation de l'espace domestique grâce à de nouveaux liens sociaux qui renforcent le sentiment d'appartenance au quartier, l'appropriation et la transformation des espaces du quotidien.

3.3. Participer à la fabrique de la ville depuis les espaces résiduels

70 Ces processus de consolidation des groupes, de visibilisation et d'occupation de l'espace pour la réhabilitation de sites abandonnés et dégradés, s'accompagnent d'une prise de conscience quant à la capacité d'action collective des habitant·e·s. Au-delà de leur simple existence en tant qu'agriculteur·rice·s dans l'espace urbain, il s'agit de participer à la production des espaces locaux.

71 La création des potagers a participé à la restructuration des quartiers. À Las Orquídeas et à Puertas del Sol, ces sites ont produit, ou renforcé, des centralités pour les agriculteur·rice·s, mais aussi pour l'ensemble des habitant·e·s des quartiers. Lieux de rencontres et d'organisation d'évènements, ils induisent de nouvelles mobilités piétonnes à travers des chemins et sentiers (photo 10). À la différence des deux autres cas, le potager à l'initiative de la *Cervecería nacional* est un élément d'une centralité en émergence à l'échelle de Cumbayá, élargissant ainsi l'espace vécu des habitant·e·s du quartier populaire de Santa Inés. Le potager est devenu un lieu de rencontre entre des classes sociales qui, malgré leur proximité spatiale, interagissaient très peu. Il participe ainsi au renforcement des connexions inter-quartiers, même si l'intégration des habitant·e·s de Santa Inés repose, là aussi, sur une logique économique. À Puertas del Sol, les différents aménagements opérés depuis 2009, dont le potager, établissent également des connexions avec les quartiers environnants, facilitant l'intégration du quartier au secteur nord de Quito. En revanche, à Las Orquídeas, ce besoin de rattachement au reste de l'ensemble urbain ne s'est pas manifesté.

Photos 10 et 11 : une appropriation de l'espace au-delà des potagers

À gauche, un raidillon aménagé par les habitant·e·s de Puertas del Sol, permettant la circulation piétonne entre les différents secteurs du quartier, et donnant accès au potager. À droite, des plantations sur la voie publique du quartier de Las Orquídeas, à l'initiative de personnes ne faisant pas partie du jardin communautaire, mais ayant été, selon les agricultrices, inspirées par le projet.



Crédits : K. Redouté, 2017.

- 72 La pratique agricole tend également à s'exporter en dehors des limites du potager, avec la multiplication des potagers familiaux inscrits à Agrupar à Puertas del Sol. De nouveaux espaces résiduels sont également cultivés, comme à Las Orquídeas (photo 11) :

Nous avons quelques plantes, mais c'est à côté du terrain de football, et il n'est à personne ; on se l'a approprié un peu [...] [ils ne nous disent rien] parce que c'est le terrain de football, et que c'est nous qui occupons le terrain. Alors que peut nous dire la municipalité ? Rien ! (agricultrice de Las Orquídeas, 06/06/2017)

- 73 À Cumbaya aussi, certains agriculteur·rice·s de Santa Inés investissent ces interstices, mais de manière individuelle et discrète : « J'ai planté ici aussi, derrière le potager. Je l'ai fait seule. Ils ne le savent même pas. [...] Avant, ce n'était que des broussailles. J'ai tout débroussaillé toute seule et j'ai planté des haricots » (agricultrice de Santa Inés, 03/06/2017).
- 74 Ces différentes manières de produire l'espace urbain s'inscrivent dans des contextes locaux distincts. La portée de la capacité d'action des agriculteur·rice·s diffère néanmoins en fonction des acteurs en présence.

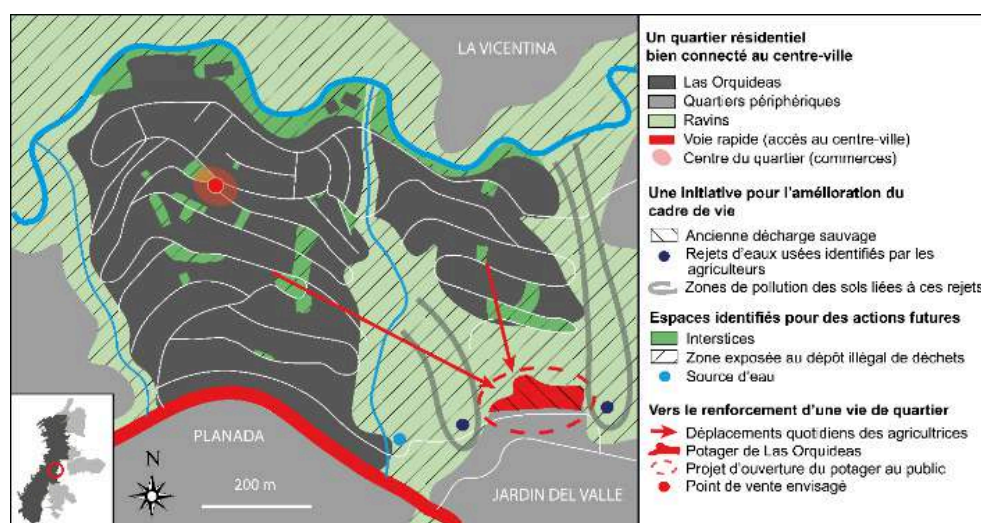
3.4. Un « droit à la ville » sous condition d'émancipation vis-à-vis des intermédiaires avec les pouvoirs publics

- 75 Les potagers de Las Orquídeas et de Puertas del Sol sont soutenus par Agrupar, mais ils ont été créés à l'initiative des habitant·e·s et fonctionnent de manière autonome. Le groupe établit ses propres règles concernant l'investissement de chacun.e de ses membres. La dimension économique est pour le moment secondaire en comparaison avec les autres bénéfices de l'agriculture urbaine, et l'argent généré par les ventes est aussitôt réinvesti dans le projet.
- 76 Dans les deux cas, la constitution des groupes a permis une familiarisation et appropriation de l'espace. À Las Orquídeas, par exemple, les membres du collectif ont identifié des zones polluées par des rejets illégaux d'eaux usées, rapportées aux autorités locales. Ils et elles ont également découvert une source d'eau, susceptible d'être utilisée pour le potager. À Las Orquídeas et Puertas del Sol, les collectifs ont émergé comme des acteurs engagés dans le développement et l'aménagement des quartiers, démontrant une propension à interagir avec les institutions publiques.
- 77 Le fonctionnement du potager de la *Cervecería nacional* se distingue du fait de la diversité des acteurs impliqués dans l'accompagnement des agriculteur·rice·s. Outre

l'agronome d'Agupar et l'agriculteur.rice responsable du potager, interviennent également pour le compte de la *Cervecería nacional*, une conseillère en projets environnementaux et un responsable logistique. Celui-ci effectue des visites bihebdomadaires pour surveiller l'entretien du potager, condition à la mise à disposition du terrain. Il fournit l'ensemble du matériel nécessaire, intégralement financé par l'entreprise, et il est chargé de la médiation lors d'éventuels conflits entre les agriculteur.rice-s. Portée par le groupe brassicole, cette initiative ne fait pas suite à un regroupement spontané d'habitant.e-s. Les absences répétées des participant.e-s ont conduit à l'établissement de règles spécifiques et à l'application de pénalités sur les revenus individuels, proportionnelles aux jours manqués. Dans ce projet, le premier objectif reste d'ordre économique. De plus, contrairement aux deux autres cas, où les terrains occupés, publics, ont été choisis par les agriculteur.rice-s, le site du potager de la *Cervecería nacional* appartient à l'entreprise. Ainsi, son occupation n'a pas eu de signification particulière pour les habitant.e-s de Santa Inés, qui se positionnent finalement plus comme des bénéficiaires que comme des acteur.rice-s du projet.

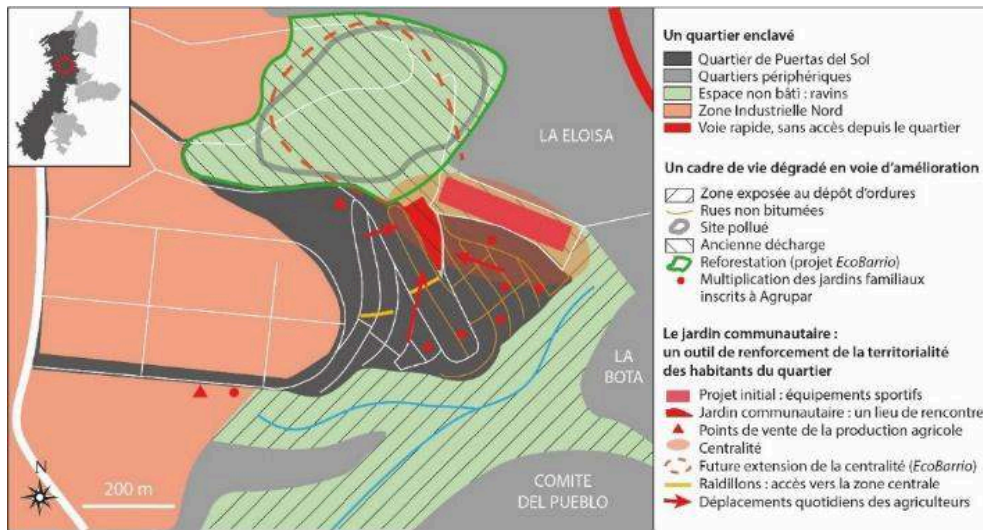
- 78 Ces résultats viennent nourrir les réflexions concernant le rôle des collectifs d'agriculteur.rice-s dans le développement et l'aménagement des territoires (Raimbert et Rebaï, 2017) en particulier en milieu urbain (Robineau, Tichit et Maillard, 2014). En favorisant la constitution de collectifs, Agrupar peut être un levier pour la concrétisation du droit à la ville, mais cette opportunité dépend de la marge de manœuvre laissée aux collectifs. Elle est conditionnée à une émancipation des participant.e-s vis-à-vis des éventuels intermédiaires avec les institutions publiques.
- 79 Ces trois expériences de potagers collectifs, qui bénéficient à des habitant.e-s de quartiers populaires, révèlent la variabilité des effets concrets de l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine sur les rapports des agriculteur.rice-s à l'espace, au regard des contextes locaux, mais aussi de la capacité d'action des collectifs. Ces résultats illustrent l'importance de combiner les méthodes d'enquête et les échelles d'observation dans l'évaluation des politiques urbaines, et d'enquêter en particulier au niveau micro-local, à l'échelle des espaces vécus habités.

Carte 5 : Bilan cartographique du potager de Las Orquídeas

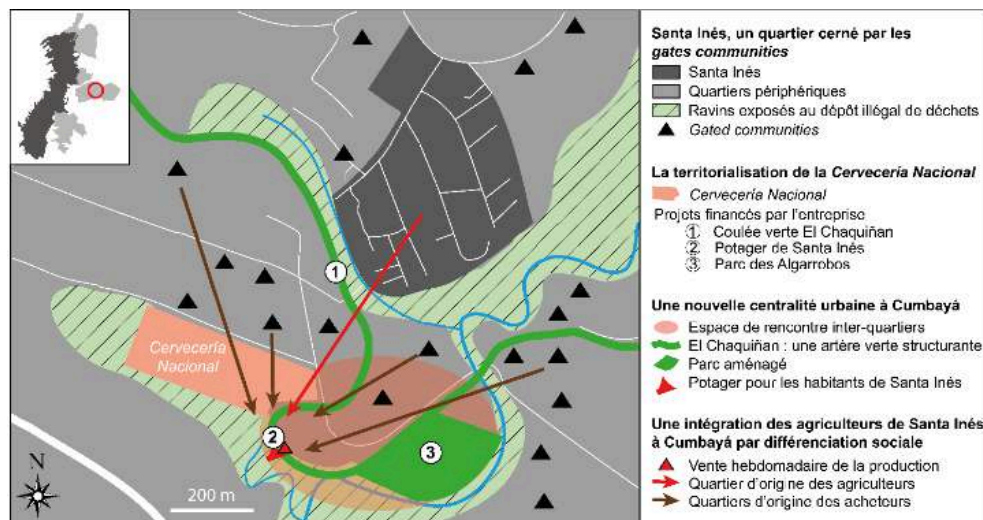


Réalisation : K. Redouté, 2023.

Carte 6 : Bilan cartographique du potager de Puertas del Sol



Réalisation : K. Redouté, 2023.

Carte 7 : bilan cartographique du potager de la *Cervecería Nacional*

Réalisation : K. Redouté, 2023.

Conclusion

- 80 Cet article s'est donné pour objectif d'examiner si l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito participe à formaliser un « droit à la ville » pour ses pratiquant·es. En suivant la définition originelle de son théoricien, Henri Lefebvre, le droit à la ville est apparu comme un outil analytique fécond pour voir si Agrupar favorise, d'une part, l'intégration des agriculteur·rice·s urbain·es à la ville, et d'autre part, leur participation à sa fabrique. Cette approche semblait particulièrement pertinente à Quito, compte tenu de la place historique de l'agriculture dans la périphérie du centre-ville, menant le programme à s'implanter en premier lieu dans ces quartiers.

- 81 Pour répondre à cette question, j'ai proposé une analyse en deux temps et à deux échelles, la ville d'un côté et les quartiers de l'autre, en référence à deux objets d'étude : Agrupar comme cadre discursif et normatif pour la première, et les pratiques des collectifs d'agriculteur-riche-s pour la deuxième.
- 82 Dans un premier temps, j'ai montré qu'à l'échelle de la ville, le programme Agrupar ne suffit pas à constituer un instrument de droit à la ville. D'une part, l'intégration de l'agriculture et des agriculteur-riche-s se manifeste essentiellement au niveau de l'économie urbaine. Elle demeure limitée du point de vue de l'aménagement du territoire, l'agriculture n'étant pas reconnue dans les plans d'urbanisme de la municipalité de Quito, pourtant à l'initiative du programme. Les promesses restent au stade de discours, et ne proposent pas de véritable renversement des rapports entre la ville et l'agriculture. D'autre part, le caractère participatif est contestable, puisqu'il s'agit avant tout d'un programme de formation des agriculteur-riche-s à l'agroécologie, auparavant accusé-e-s de dégrader l'environnement. Il s'agit surtout de rendre les stigmates de l'exode rural et de l'urbanisation récentes des espaces ruraux compatibles avec la ville moderne, dans le cadre d'une citoyenneté acceptable.
- 83 Dans un deuxième temps, la prise en compte des pratiques des collectifs d'agriculteur-riche-s suivies par le programme a toutefois apporté des éléments d'analyse plus nuancés. L'étude des trois expériences de potagers collectifs a mis en évidence le rôle d'Agrupar en tant que catalyseur de collectifs d'habitant-e-s animé-e-s par un objectif commun. Dans deux des trois potagers examinés, on constate que ces regroupements d'habitant-e-s prennent possession de l'espace pour répondre à des problématiques locales, environnementales, sociales ou identitaires, en s'appropriant des mécanismes de participation politique, leur permettant ainsi de porter des initiatives à l'échelle municipale et d'établir leur légitimité en tant qu'interlocuteur-riche-s privilégié-e-s des décideurs locaux. Les acteur-riche-s s'accommodent toutefois aux impératifs d'écologisation des répertoires d'action, en ajustant en partie leurs pratiques et leurs symboliques, tout en préservant leur attachement à l'héritage rural local. Celui-ci peut être empreint de nostalgie et idéalisé comme à Las Orquídeas, ou encore vif et tangible comme à Puertas del Sol. Au contraire, l'expérience du potager de la *Cervecería nacional* montre que la permanence d'un intermédiaire entre le collectif d'agriculteur-riche-s et les politiques locales constitue un obstacle à l'appropriation de l'espace et à la participation des agriculteur-riche-s, et donc, à l'accomplissement du droit à la ville.
- 84 L'agriculture urbaine apparaît finalement comme un moyen d'intégration à la ville et de participation des agriculteur-riche-s à la production des espaces du quotidien, mais il s'agit plus de l'expression d'un « droit à la ville de fait » (Morange et Spire, 2017) conséquent au programme, que d'une politique du droit à la ville. Ces stratégies citoyennes montrent précisément que la question du droit à la ville reste un enjeu central dans les quartiers populaires, ce qui implique de repenser véritablement les interactions entre les citoyens et les acteurs du développement.

BIBLIOGRAPHIE

- Altieri M. et Toledo V., 2010, La revolución agroecológica de América Latina : Rescatar la naturaleza, asegurar la soberanía alimentaria y empoderar al campesino, *El Otro Derecho*, n°42, pp. 163-202.
- Berry-Chikhaoui I., 2009, Les notions de citadinité et d'urbanité dans l'analyse des villes du Monde arabe, *Les Cahiers d'EMAM*, n°18, pp. 9-20. [DOI] <https://doi.org/10.4000/emam.175>, mis en ligne le 10/02/2012, consulté le 18/06/2024.
- Brand J. et Muñoz E., 2007, Cultivando ciudadanos: agricultura urbana desde una perspectiva política, *Cuadernos IPPUR*, Año XXI, n°1, pp. 47-70.
- Bravo E., 2017, Visiones y tensiones sobre el debate de los transgénicos en el Ecuador, *Perspectivas Rurales. Nueva época*, Vol. 15, n°30, pp. 11-29. [DOI] <https://doi.org/10.15359/prne.15-30.1>, mis en ligne le 7/12/2017, consulté le 18/06/2024.
- Calas B., 1995, L'impact de la crise ougandaise sur le ravitaillement de Kampala (The impact of Ugandan political crisis upon the supplying of Kampala), *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, Vol. 72, n°3, pp. 222-233.
- Calderón D. et Portilla F., 2020, Conocimiento ancestral agrícola de adultas mayores aplicado a huertos urbanos Cuenca-Ecuador, *Revista Ibérica de Sistemas e Tecnologias de Informação*, n°30, pp. 197-208.
- Calvet, L., Garnatje, T., Parada M., 2014, Más allá de la producción de alimentos: los huertos familiares como reservorios de diversidad biocultural. *Ambienta*, n°107, pp. 40-53.
- Carrión F. et Erazo J., 2012, La forma urbana de Quito: una historia de centros y periferias, *Bulletin de l'Institut français d'études andines*, n°41, pp. 503-522. [DOI] <https://doi.org/10.4000/bifea.361>, mis en ligne le 1/08/2012, consulté le 18/06/2024.
- ConQuito, 2016, *Quito siembra: agricultura urbana*, ConQuito, Agrupar, DMQ. [URL] https://www.conquito.org.ec/wp-content/uploads/2016/11/QUITO_SIEMBRA_AGRICULTURA_URBANA_CONQUITO.pdf, mis en ligne en octobre 2016, consulté le 18/06/2024.
- Córdova M. et Menoscal J., 2021, Políticas públicas para ciudades sostenibles. El caso Puertas del Sol en la ciudad de Quito-Ecuador, *L'Ordinaire des Amériques*, n°227. [URL] <https://doi.org/10.4000/orda.6365>, mis en ligne le 8/11/2021, consulté le 18/06/2024.
- Cruz M., 2016, Agricultura urbana en América Latina y el Caribe. Casos concretos desde la mirada del buen vivir, *Nueva sociedad*. [URL] <https://nuso.org/documento/agricultura-urbana-en-america-latina-y-el-caribe/>, mis en ligne en février 2016, consulté le 18/06/2024.
- De Mattos C., 2006, Modernización capitalista y transformación metropolitana en América Latina: Cinco tendencias constitutivas, in A. Geraiges de Lemos, M. Arroyo et M. Silveira (dir.), *América Latina: cidade, campo e turismo*, Buenos Aires : CLACSO, pp. 41-63.
- Diego R., 2008, Participación y empoderamiento a partir de experiencias de desarrollo rural en México: ¿cuál es la cuestión?, *Política y Cultura*, n°30, pp. 209-232.

Dubbeling M., Santini G., Renting H., Taguchi M., Lançon L., Zuluaga J., De Paoli L., Rodriguez A. et Andino V., 2017, Assessing and planning sustainable city region food systems: Insights from two Latin American cities, *Sustainability*, Vol. 9, n°8-1455. [DOI] <https://doi.org/10.3390/su9081455>, mis en ligne le 17/08/2017, consulté le 18/06/2024.

Ernwein M. et Salomon-Cavin J., 2014, Au-delà de l'agrarisation de la ville : l'agriculture peut-elle être un outil d'aménagement urbain ? Discussion à partir de l'exemple genevois, *Géocarrefour*, Vol. 89, n°1-2. [DOI] <https://doi.org/10.4000/geocarrefour.9380>, mis en ligne en 2014, consulté le 18/06/2024.

Faliès C. et Mesclier, E., 2015, Introduction. Agriculture des métropoles : voie d'avenir ou cache-misère ?, *Problèmes d'Amérique latine*, n°99, pp. 5-11. [DOI] <https://doi.org/10.3917/pal.099.0005>, mis en ligne le 30/05/2016, consulté le 18/06/2024.

Faliès C., 2015, L'agriculture métropolitaine à Santiago du Chili : une agriculture urbaine qui prend la clé des champs, *Problèmes d'Amérique latine*, n°99, pp. 31-47.

FAO, 2014, *CIUDADES MAS VERDES EN AMÉRICA LATINO Y EL CARIBE*, ONU. [URL] <https://www.fao.org/3/i3696s/i3696s.pdf>, mis en ligne en 2014, consulté le 18/06/2024.

FARET L., FOURNET-GUÉRIN C., GINISTY K., MICHEL A. ET PERRAUDIN A., 2019, Citadinités et droits à la ville au Sud : les minorités à l'épreuve de l'invisible (Maputo, Rio de Janeiro, Mexico), *Annales de géographie*, n°729-730, pp. 110-134. [DOI] <https://doi.org/10.3917/ag.729.0110>, mis en ligne le 09/01/2020, consulté le 18/06/2024.

Fautras A., 2016, Les nouveaux bostan d'Istanbul : quelle pérennisation pour les jardins de la contestation ?, *European Journal of Turkish Studies*, n°23. [DOI] <https://doi.org/10.4000/ejts.5400>, mis en ligne le 6/06/2017, consulté le 18/06/2024.

Girard M. et Rebaï N., 2020, Circuits courts de commercialisation et transition territoriale dans les Andes. Une réflexion depuis le Pérou et l'Équateur, *Cybergeo: European Journal of Geography*. [DOI] <https://doi.org/10.4000/cybergeo.33986>, mis en ligne le 30/01/2020, consulté le 18/06/2024.

Giunta I., 2018, Soberanía alimentaria entre derechos del buen vivir y políticas agrarias en Ecuador, *Revista THEOMAI*, n°38. [URL] <https://www.redalyc.org/journal/124/12455418009/12455418009.pdf>, mis en ligne en 2018, consulté le 18/06/2024.

Gloesener J. et Luxembourg C., 2019, Les jardins partagés comme lieux potentiels d'engagement citoyen attentif à l'environnement et d'émancipation des femmes, *communication au 56e Colloque ASRDLF - 12e Colloque ARSR « Territoires croisés face aux défis de la durabilité. Regards croisés Est-Ouest »*, Iasi, Romania.

Godard H., de Maximy R. et Souris M. (dir.), 1992, *Atlas infographique de Quito : socio-dynamique de l'espace et politique urbaine*, Quito : IGM, IPGH, ORSTOM.

Gómez A. et Cuví, N., 2016, Asentamientos informales y medio ambiente en Quito, *Áreas. Revista Internacional de Ciencias Sociales*, n°35, pp. 101-119.

Gutiérrez L., 2011, El proyecto de soberanía alimentaria: construyendo otras economías para el buen vivir, *Otra Economía*, Vol. 5, n°8, pp. 59-72.

Harvey D., 2011, *Le capitalisme contre le droit à la ville : néolibéralisme, urbanisation, résistances*, Paris : éditions Amsterdam.

Jacome-Pólit D., Paredes D., Santandreu. A., Rodríguez Dueñas A. et Pinto N., 2019, Quito's resilient agrifood system, *ISOCARP Review*, n° 15, pp. 276-300. [URL] <https://ruaf.org/document/quitos-resilient-agrifood-system/>, mis en ligne le 27/01/2020, consulté le 18/06/2024.

- Kingman E., 2006, *La ciudad y los otros Quito 1860-1940. Higienismo, ornato y policía*, Quito : FLACSO.
- Lattuca A., Terrile R. et Sadagorsky C., 2014, El programa de agricultura urbana en la municipalidad de Rosario, Argentina, *Hábitat y Sociedad*, n°7, pp. 95-104. [DOI] <https://doi.org/10.12795/habitatsociedad.2014.i7.06>, mis en ligne en septembre 2014, consulté le 18/06/2024.
- Le Gall J., 2009, El brócoli en Ecuador. La fiebre del oro verde. Cultivos no tradicionales, estrategias campesinas y globalización, *Anuario americanista europeo*, n°6-7, pp. 261-288.
- Le Gall J., 2015, Nouveaux producteurs urbains, nouvelles agricultures urbaines : Migrants boliviens et « bolivianisation » de l'approvisionnement en légumes de Buenos Aires, *Problèmes d'Amérique latine*, n°99, pp. 49-66. [DOI] <https://doi.org/10.3917/pal.099.0049>, mis en ligne le 30/05/2016, consulté le 18/06/2024.
- Lefebvre H., 2009 [1968], *Le droit à la ville*, Paris : Anthropos.
- Leloup H., 2015, Trajectoires de l'agriculture (péri)urbaine à Lima : entre désintérêt et renouveau de l'activité, *Problèmes d'Amérique latine*, n°99, pp. 13-30. [DOI] <https://doi.org/10.3917/pal.099.0013>, mis en ligne le 30/05/2016, consulté le 18/06/2024.
- Lozivit M., 2019, Les jardins familiaux des quartiers pauvres d'Antananarivo, un moyen de revendiquer un droit à la ville ?, in A. Caiozzo et B. Foulon (dir.), *Le jardin entre imaginaire, patrimoine et sociabilité*, Valenciennes : Presses Universitaires de Valenciennes.
- McKay B., Nehring R. et Walsh-Dilley M., 2014, The "state" of food sovereignty in Latin America: political projects and alternative pathways in Venezuela, Ecuador and Bolivia, *The Journal of Peasant Studies*, Vol. 41, n°6, pp. 1175-1200. [DOI] <https://doi.org/10.1080/03066150.2014.964217>, mis en ligne le 30/09/2014, consulté le 18/06/2024.
- McClintock N., 2014, Radical, Reformist, and Garden-Variety Neoliberal: Coming to Terms with Urban Agriculture's Contradictions, *Urban Studies and Planning Faculty Publications and Presentations*, n°93. [DOI] <http://dx.doi.org/10.1080/13549839.2012.752797>, mis en ligne le 10/01/2013, consulté le 18/06/2024.
- MDMQ, 2006, *Plan general de desarrollo territorial*, Quito : Dirección metropolitana de planificación territorial.
- MDMQ, 2016, *Atlas Ambiental Quito Sostenible*, Quito : Secretaría de Ambiente.
- Mitchell D., 2003, *Right to the city: social justice and the fight for public space*, New York : Guilford.
- Morange M. et Spire A., 2017, Mise en ordre, mise aux normes et droit à la ville : perspectives croisées depuis les villes du Sud, *Métropoles*, n°21. [DOI] <https://doi.org/10.4000/metropoles.5574>, mis en ligne le 08/11/2017, consulté le 18/06/2024.
- Nahmias P. et Le Caro Y., 2012, Pour une définition de l'agriculture urbaine : réciprocité fonctionnelle et diversité des formes spatiales, *Environnement Urbain / Urban Environment*, Vol. 6. [URL] <http://journals.openedition.org/eue/437>, mis en ligne le 16/09/2012, consulté le 18/06/2024.
- Naranjo A., 2012, *Fronteras de la ciudad, encrucijadas para el campo: interfaces urbano-rurales en zonas de periurbanización, un estudio de caso en la parroquia de Cumbayá*, Quito, mémoire de master en développement territorial rural, Quito : FLACSO.
- Naranjo M., 1999, Segregación espacial y espacio simbólico: un estudio de caso en Quito, in T. Salman et E. Kingman (dir.), *Antigua modernidad y memoria del presente: culturas urbanas e identidad*, Quito : FLACSO, pp. 327-335.

- Olahan A., 2010, Agriculture urbaine et stratégies de survie des ménages pauvres dans le complexe spatial du district d'Abidjan, *Vertigo*, Vol. 10, n°2. [DOI] <https://doi.org/10.4000/vertigo.10005>, mis en ligne le 29/09/2010, consulté le 18/06/2024.
- Quentin A. et Michel A., 2018, Introduction. Le droit à la ville et la question urbaine en Amérique latine, *Problèmes d'Amérique latine*, Vol. 3, n°110, pp. 5-15. [DOI] <https://doi.org/10.3917/pal.110.0005>, mis en ligne le 9/11/2018, consulté le 18/06/2024.
- Raimbert C. et Rebaï N., 2017, Collectifs et développement durable des territoires ruraux en Amérique latine, *EchoGéo*, n°42. [DOI] <https://doi.org/10.4000/echogeo.15131>, mis en ligne le 31/12/2017, consulté le 18/06/2024.
- Rebaï N., 2012, Del huerto a la ciudad: agricultura familiar y aprovisionamiento urbano en la sierra ecuatoriana, *Revista pueblos y fronteras digital*, Vol. 7, n°14, pp. 31-47. [DOI] <https://doi.org/10.22201/cimsur.18704115e.2012.14.98>, mis en ligne le 1/12/2012, consulté le 18/06/2024.
- Redouté, K., 2017, *L'institutionnalisation de l'agriculture urbaine, la mise en place d'un outil de droit à la ville ? Le cas du programme AGRUPAR dans le District Métropolitain de Quito (Équateur)*, mémoire de master en Géographie et Aménagement, Développement Durable et Local dans les Territoires Émergents, sous la direction de Denis Chartier, Université d'Orléans.
- Rivera D., Obón de Castro C., Verdejo A., Fajardo J., Alcaraz F., Carreño E., Martínez M. et Laguna E., 2014, El huerto familiar repositorio de cultura y recursos genéticos, tradición e innovación, *Ambienta*, n°107, pp. 20-39.
- Robineau O., Tichit J. et Maillard T., 2014, S'intégrer pour se pérenniser : pratiques d'agriculteurs urbains dans trois villes du Sud, *Espaces et sociétés*, Vol. 3, n°158, pp. 83-100. [DOI] <https://doi.org/10.3917/esp.158.0083>, mis en ligne le 1/08/2014, consulté le 18/06/2024.
- RODE S. et SIERRA A., 2008, Marges urbaines et risques à Tours et à Quito : Essai de comparaison Nord-Sud, *Autrepart*, n°45, pp.137-155. [DOI] <https://doi.org/10.3917/autr.045.0137>, mis en ligne le 1/03/2010, consulté le 18/06/2024.
- Saavedra Peláez F., 2015, L'agriculture urbaine dans la Ville de Mexico : analyse critique des politiques, *Problèmes d'Amérique latine*, n° 99, pp. 67-81. [DOI] <https://doi.org/10.3917/pal.099.0067>, mis en ligne le 30/05/2016, consulté le 18/06/2024.
- Santillán A., 2015, Quito: materialidad y ficción de una ciudad segregada. Un balance de la bibliografía disponible, *Cuestiones Urbanas*, Vol. 3, n°1, pp. 93-115.
- Shillington L., 2013, Right to food, right to the city: Household urban agriculture, and socionatural metabolism in Managua, *Geoforum*, n°44, pp. 103-111. [DOI] <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2012.02.006>, mis en ligne le 3/04/2012, consulté le 18/06/2024.
- Toledo V., 2012, La agroecología en Latinoamérica: tres revoluciones, una misma transformación, *Agroecología*, n°6, pp. 37-46.
- Unda M., Zumarraga M., Torres A., Morillo J. et Del Cisne K., 2023, Socio-Spatial Segregation as a Consequence of Commercial Gentrification in the Centrality of Cumbayá, Quito, Ecuador, in A. Osman, J. Nagle et S. Tripathi (dir.) *The Urban Ecologies of Divided Cities*, Cham : Springer, pp. 161-165.
- Vallejo M. et Lara L., 2022, Desigualdades urbanas en los asentamientos de la quebrada Machángara – Sector Monjas. Diagnóstico sobre el río Machángara en el sector de Monjas en Quito, *Seminario internacional de investigación en urbanismo*, Madrid. [DOI] <https://doi.org/10.5821/siiu.12002>, mis en ligne le 15/12/2022, consulté le 18/06/2024.

Van Kemenade S., 2018, *Políticas publicas de apoyo a la agricultura urbana y periurbana. El rol de los municipios y de la regulación local en lima Metropolitana*, Lima : CUSO.

Vasco C., Sanchez C., Limaico K. et Abril Victor H., 2018, Motivations to consume agroecological food: An analysis of farmers' markets in Quito, Ecuador, *Journal of Agriculture and Rural Development in the Tropics and Subtropics*, Vol. 119, n°2, pp. 1-10.

NOTES

1. L'agriculture urbaine est un terme polysémique dont l'emploi mérite quelques précisions. L'agriculture peut être considérée comme « urbaine » selon des critères de localisation, de fonctionnalités ou encore de régulations (Nahmias et Le Caro, 2012). Dans cette étude, j'emploie le terme en référence à l'agriculture intra-urbaine, c'est-à-dire localisée dans l'espace urbain consolidé, bien distincte de l'agriculture péri-urbaine.

2. « Con Quito » signifie « avec Quito » en espagnol. « Agrupar » se traduit par « regrouper ».

3. Le District métropolitain de Quito est une division administrative composée de neuf zones métropolitaines, subdivisées en 32 paroisses urbaines et 33 paroisses suburbaines et rurales. Il est administré par la municipalité du DMQ, ou plus simplement, la municipalité de Quito. Le programme Agrupar s'étend à l'ensemble du DMQ, pour accompagner des projets d'agriculture intra-urbaine, périurbaine et même rurale. Dans le cadre de cette étude, l'accent est mis spécifiquement sur l'agriculture intra-urbaine, incarnée par les petites parcelles insérées dans le tissu urbain.

4. Agrupar remporte plusieurs prix, dont celui du *Milan Urban Food Policy Pact* en 2016, ainsi que la médaille d'argent de la *Future Policy Award* en 2018.

5. En outre, en octobre 2016, la capitale équatorienne a accueilli la conférence des Nations unies pour l'habitat et le développement urbain durable (Habitat III). Cet événement a accordé une place centrale à la notion du Droit à la ville, contribuant ainsi à projeter une image progressiste de l'Amérique latine (Quentin et Michel, 2018). Lors de cet événement d'envergure internationale, Agrupar a été présenté à un large public composé d'élus, d'agences de développement, d'ONG, d'universités ainsi que d'entreprises.

6. Quito se situe à 2800 mètres d'altitude, sur l'arc volcanique équatorien. Sa localisation au sein d'un synclinal orienté nord-sud, dans le sillon inter-andin, entre les cordillères occidentale et orientale, a contraint la ville à un développement de type longitudinal. Ce corridor naturel est par ailleurs fragmenté par de nombreuses *quebradas*, des ravins qui, lors de fortes précipitations, peuvent se transformer en torrents (Rode et Sierra, 2008).

7. La paroisse est une subdivision administrative du District métropolitain de Quito. À ce sujet, voir la note de bas de page 3.

8. Eduardo Kingman écrit à ce sujet « Au XIXe siècle, il existe de nombreuses similitudes entre la vie populaire urbaine et la vie paysanne, en particulier celle des petits producteurs indépendants, tant en ce qui concerne le caractère manuel de l'activité que l'absence de séparation entre les tâches domestiques et professionnelles. Les artisans comme les paysans faisaient partie de réseaux de parenté et d'une culture commune. (...) Le travail des couturières, des cordonniers de quartier et de nombreux tailleurs s'effectuait dans l'espace domestique, et il était courant dans les faubourgs de Quito que les secteurs populaires, et notamment les artisans, élèvent des animaux et entretiennent de petits jardins potagers » (Kingman, 2006 : 249-250, TdA).

9. La vulnérabilité accrue des quartiers informels s'explique par la superposition de deux formes d'irrégularité : « la localisation et l'occupation de la population sur des terrains envahis, ainsi que le non-respect des normes urbanistiques issues des plans régulateurs urbains » (Carrión et Erazo, 2012, TdA).

10. Tous les entretiens ont été réalisés en espagnol. Les extraits mobilisés sont une traduction de l'autrice.

11. En 2016, 80% des potagers ne mesuraient pas plus de 300 m², et 57 % n'excédaient pas les 100 m² (ConQuito, 2016 : 28).

12. Concrètement, les différentes variétés de maïs, les légumineuses telles que les haricots rouges, les lupins et les fèves, ainsi que des tubercules natifs des Andes, sont principalement remplacés par des choux, blettes, carottes, laitues et tomates.

13. À ce sujet, la responsable du programme Agrupar déclare que, si « l'agriculture urbaine n'est pas seulement une question économique, [et qu']elle touche à de nombreux domaines », au cours des premières années à ConQuito « pour que le projet survive, nous devons nous concentrer sur la création d'emplois et l'amélioration des revenus, qui constituent un outil puissant pour faire avancer les choses dans la ville, en particulier dans les zones vulnérables » (entretien du 31/05/2017).

14. Sur la question des espaces vacants, selon le Directeur du développement urbanistique de Quito, « dans plusieurs cas, la vacance est liée à l'attente de fonds pour réaliser les projets prévus. Ils se feront un jour, mais pas dans un futur proche, donc le terrain reste en attente. Dans le même temps, il y a un manque de volonté politique. Il y a des terrains où nous pourrions faire quelque chose, des logements ou autre, mais quelqu'un doit prendre la décision. Généralement c'est ça : le manque de moyens financier ou l'absence de décision politique » (entretien du 21/06/2017).

15. En espagnol, le terme d'origine « *habitantes* » est utilisé au masculin comme au féminin. J'ai donc choisi de le traduire par habitant·e·s en français.

16. Les femmes sont très majoritaires dans les potagers étudiés. Plus de la moitié d'entre elles sont des femmes au foyer.

RÉSUMÉS

Depuis les années 1990, la promotion de l'agriculture urbaine par les organisations internationales a donné naissance à plusieurs programmes dans les métropoles latino-américaines. À Quito, capitale de l'Équateur, la mise en place du programme Agrupar est particulièrement intéressante en raison de l'ancienneté de l'agriculture et de sa forte stigmatisation. Cet article interroge si l'institutionnalisation de l'agriculture urbaine à Quito contribue à la formalisation d'un « droit à la ville ». Pour cela, j'explore, d'une part, les conditions d'intégration des agriculteur·rice·s d'Agrupar dans l'espace urbain, et d'autre part, leur participation réelle à la fabrique de la ville.

L'étude est structurée en deux temps et à deux échelles d'analyse, en référence à différents objets d'étude : Agrupar comme cadre discursif et normatif à l'échelle de la ville, et les pratiques de trois collectifs d'agriculteur·rice·s au niveau des quartiers. L'argument central est que le programme Agrupar ne constitue pas une politique de droit à la ville, mais qu'il agit toutefois comme un catalyseur de l'action collective, pouvant conduire à des actions de « droit à la ville de fait ». Les stratégies citadines des collectifs d'agriculteur·rice·s montrent ainsi que l'intégration à la ville et la participation à la production des espaces du quotidien restent des enjeux centraux dans les quartiers populaires, ce qui implique de repenser véritablement les interactions entre les citoyens et les acteurs du développement.

Since the 1990s, the promotion of urban agriculture by international organizations has led to the development of several programs in Latin American metropolises. In Quito, the capital of Ecuador, the implementation of the Agrupar program is particularly interesting due to the long-standing presence of agriculture and its significant stigmatization. This article explores whether the institutionalization of urban agriculture in Quito contributes to the formalization of a "right to the city." To do this, I examine, on one hand, the conditions under which Agrupar farmers are integrated into the urban space, and on the other hand, their actual participation in the production of the city.

The study is presented in two phases and at two scales of analysis, referring to different objects of study: Agrupar as a discursive and normative framework at the city level, and the practices of three farmer collectives at the neighborhood level. The principal argument is that the Agrupar program does not constitute a policy of the right to the city, but it does act as a catalyst for collective action, potentially leading to "de facto right to the city" actions. The urban strategies of the farmer collectives demonstrate that integration into the city and participation in the production of everyday spaces remain central issues in popular neighborhoods, necessitating a genuinely rethinking of the interactions between urban residents and development actors.

INDEX

Mots-clés : agriculture urbaine, programme municipal, droit à la ville, participation, Quito

Keywords : urban agriculture, municipal program, right to the city, participation, Quito

AUTEUR

KELLY REDOUTÉ

Doctorante en géographie, UMR 8036 Centre d'études sociales et politiques. Recherches et analyses (CESPRA), associée à l'UMR 268 Savoirs, environnement et société (SENS).

École des hautes études en sciences sociales

kelly.redoute@gmail.com